



**Life  
Biospher'  
Adapt**

## **RAPPORT D'ANALYSE DE LA CONSULTATION CITOYENNE**

**S'adapter à l'impact du changement climatique sur le territoire de la Réserve de Biosphère de Moselle Sud, coordonnée par le PETR du pays de Sarrebourg**



## RAPPORT D'ANALYSE DE LA CONSULTATION CITOYENNE

S'adapter à l'impact du changement climatique sur le territoire de la  
Réserve de biosphère de Moselle Sud

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Glossaire</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Introduction : Rappel de la consultation citoyenne</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>Chiffres clés et aperçu de la participation</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>Analyse de surface (tri à plat)</b>	<b>5</b>
4.1	Profil des répondants	6
4.2	Caractéristiques d'un territoire habitable	8
4.3	Perception des risques climatiques	10
4.4	Actions Prioritaires à mettre en place	11
4.5	Le rapport au changement climatique	12
4.6	Idées et attentes	15
4.7	Conclusion analyse de surface	17
<b>5</b>	<b>Analyse factorielle et corrélations (tris croisés)</b>	<b>17</b>
5.1	Agriculture	18
5.2	Eau	19
5.3	Forêt	22
5.4	Biodiversité	24
5.5	Infrastructures et services	26
5.6	Conclusion analyse factorielle et de corrélation	31
<b>6</b>	<b>Résumé</b>	<b>31</b>
<b>7</b>	<b>Table des figures</b>	<b>33</b>
<b>8</b>	<b>Annexes</b>	<b>35</b>

## 1 Glossaire

### **Analyse factorielle :**

Méthode statistique permettant d'identifier les principales relations entre plusieurs variables.

**CC** : Communauté de Communes.

### **Corrélation statistique :**

Relation observée entre deux variables pouvant évoluer ensemble.

### **Corridors écologiques :**

Espaces naturels permettant la circulation des espèces entre différents habitats.

### **Habitabilité :**

Capacité d'un territoire à offrir des conditions de vie satisfaisantes et durables.

### **Intrants agricoles :**

Produits utilisés en agriculture (engrais, pesticides, herbicides, etc.).

### **LimeSurvey :**

Logiciel libre de création et diffusion de questionnaires en ligne.

### **Méthanisation :**

Procédé transformant des matières organiques en biogaz et fertilisant naturel.

**ONF** : Office National des Forêts.

**PETR** : Pôle d'Équilibre Territorial et Rural.

### **Réserve de biosphère :**

Territoire reconnu par l'UNESCO conciliant biodiversité et développement durable.

### **Sous-représentation statistique :**

Présence plus faible d'un groupe dans l'échantillon que dans la population réelle.

### **Sur-représentation statistique :**

Présence plus importante d'un groupe dans l'échantillon que dans la population réelle.

### **Tri à plat :**

Analyse descriptive réalisée question par question.

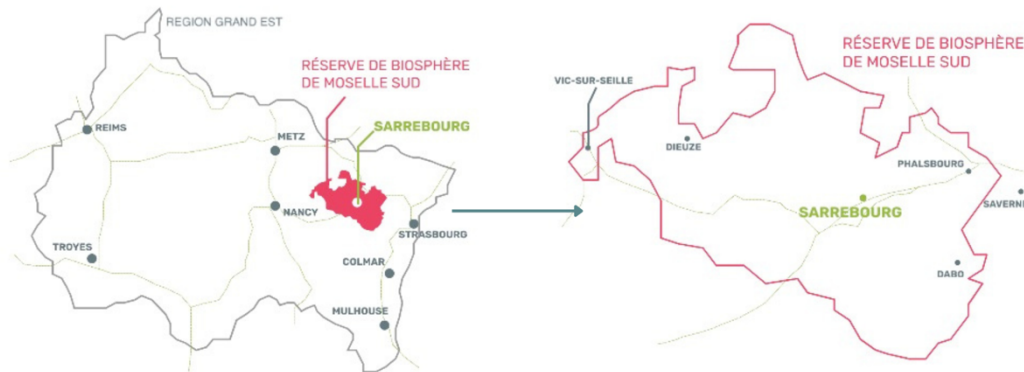
### **Tris croisés :**

Méthode statistique croisant plusieurs variables pour analyser leurs relations.

## 2 Introduction : Rappel de la consultation citoyenne

Dans le cadre des réflexions menées sur l'adaptation aux changements climatiques pour le projet LIFE Biospher'Adapt de notre territoire, une consultation citoyenne a été portée par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de Sarrebourg et la Réserve de Biosphère de Moselle Sud (RBMS). Loin de se limiter à un simple recueil d'avis, ce processus participatif a été pensé pour intégrer directement les priorités et les réalités vécues par les contributeurs dans les décisions concrètes et les politiques publiques à venir.

L'enquête s'est adressée spécifiquement aux résidents et actifs de la Réserve de biosphère de Moselle Sud, territoire reconnu par l'UNESCO qui compte près de 75 000 habitants répartis sur 1400 km<sup>2</sup>. La réserve est composée de 3 grandes unités paysagères : le massif forestier, la plaine agricole et le pays des étangs. Structuré autour de ses deux villes dominantes, Sarrebourg et Phalsbourg, ce périmètre couvre 138 communes (Figure 1). Le questionnaire a été distribué à l'ensemble des communes des communautés de communes de Sarrebourg Moselle Sud et du Pays de Phalsbourg.



**Figure 1: Localisation de la Réserve de Biosphère Moselle Sud**

Le questionnaire a été ouvert de août 2025 à mai 2026. Cette période est marquée par un contexte électoral fort, qui a pu stimuler la réflexion des citoyens et influencer leurs réponses, notamment sur les questions de gouvernance. Afin de maximiser le taux de réponse et de garantir une large représentativité au sein de ce vaste territoire, l'enquête a été déployée à travers deux canaux complémentaires. Une version numérique a été mise en place avec un questionnaire en ligne sur le logiciel LimeSurvey. Il était directement accessible sur le terrain grâce à un QR code imprimé sur les supports papiers et sur des "boîtes climatiques ». Fabriquées sous forme de nichoirs en bois, elles servaient de points de collecte pour les questionnaires papier. Dans une démarche de préservation écologique, ces boîtes ont ensuite été pérennisées dans les communes pour devenir des nichoirs destinés aux Chouettes effraies et aux Chouettes chevêches, alliant ainsi concertation citoyenne et protection de la biodiversité. D'autre part, un volet physique a pris la forme d'une distribution de questionnaires au format papier directement auprès des communes de la réserve de biosphère, permettant de toucher un public diversifié et de s'affranchir de la fracture numérique.

L'analyse de l'ensemble de ces données se fixe trois objectifs stratégiques majeurs : identifier les facteurs d'un territoire habitable selon la population locale, hiérarchiser les priorités d'actions face aux bouleversements climatiques, et cerner avec

précision les freins ainsi que les leviers individuels liés à la transition écologique. Cette analyse se fera autour de 3 axes : chiffres clés et aperçu de la participation, analyse de surface, et analyse factorielle et de corrélation.

### 3 Chiffres clés et aperçu de la participation

Après 8 mois de collecte de données, nous avons obtenu un total de 736 réponses, dont 326 réponses papier, soit environ 44%. Sur ce total de réponses, 608 étaient entièrement complétées et 128 étaient incomplètes, voire totalement vides<sup>1</sup> pour 61 d'entre elles. Pour l'analyse, il a donc été préférable d'écarter ces 61 réponses afin de ne pas fausser les résultats. L'étude a ainsi été réalisée sur 675 réponses, réparties de la manière suivante<sup>2</sup> :

- Pays de Sarrebourg : 419 participants
- Pays de Phalsbourg : 196 participants
- Communauté de communes du Saulnois : 9 participants
- Hors réserve de biosphère : 33 participants
- Sans réponse<sup>3</sup> : 18 participants

### 4 Analyse de surface (tri à plat)

Mise en place d'une évaluation descriptive question par question afin d'obtenir les fréquences, les moyennes et les répartitions globales (ex. : profil des répondants, niveau d'inquiétude moyen...) en fonction du type de réponse (Figure 2). Il est préférable de suivre la structure du questionnaire avec les différentes sections de questions. Vous pouvez retrouver le questionnaire en Annexe 1.

Numéro	Type de réponse	Méthode d'analyse prévue
Q1	Choix unique	Fréquences %
Q2	Choix unique	Fréquences %
Q3a	Texte libre ou menu déroulant	Regroupement par commune
Q3b	Texte libre ou menu déroulant	Regroupement par commune
Q4	Choix unique	Fréquences %
Q5	Choix unique	Fréquences %
Q6	Choix unique	Fréquences %
Q7	Échelle Likert 1-5	Moyennes, médianes, histogrammes
Q8	Choix multiple	Fréquences %
Q9	Échelle Likert 1-5	Moyennes, histogrammes
Q10	Choix unique	Fréquences %
Q11	Choix multiple	Fréquences %
Q12	Choix unique	Fréquences %
Q13	Choix unique	Fréquences %
Q14	Choix multiple	Fréquences, analyse par catégories
Q15	Choix multiple	Fréquences, analyse par catégories
Q16	Choix multiple	Fréquences, regroupement thématique
Q17	Choix unique	Fréquences %
Q18	Choix multiple	Fréquences %
Q19	Texte libre	Analyse de contenu, nuage de mots

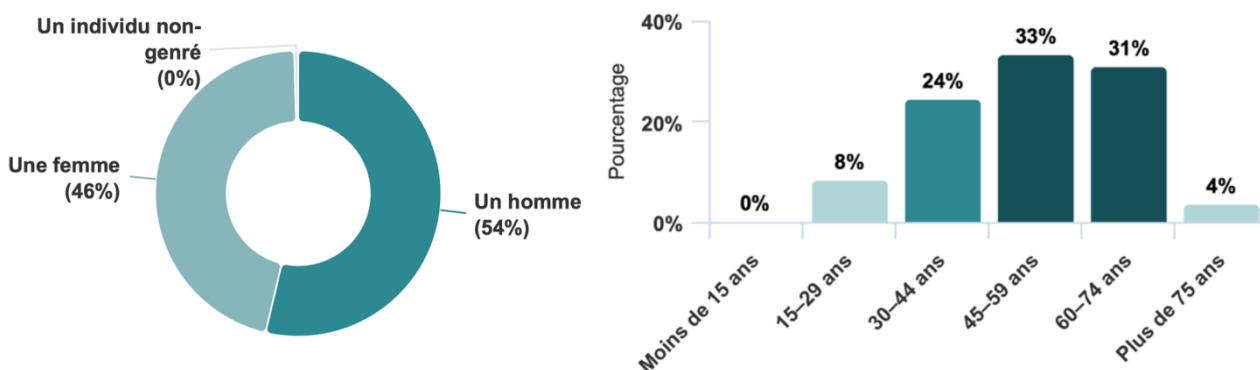
Figure 2: Grille d'analyse du questionnaire (Edith Lang, 2025)

<sup>1</sup> Une personne ouvrant le lien internet du questionnaire sans y répondre était comptée dans les participants à l'enquête

<sup>2</sup> Chiffres basés sur les communes de résidences

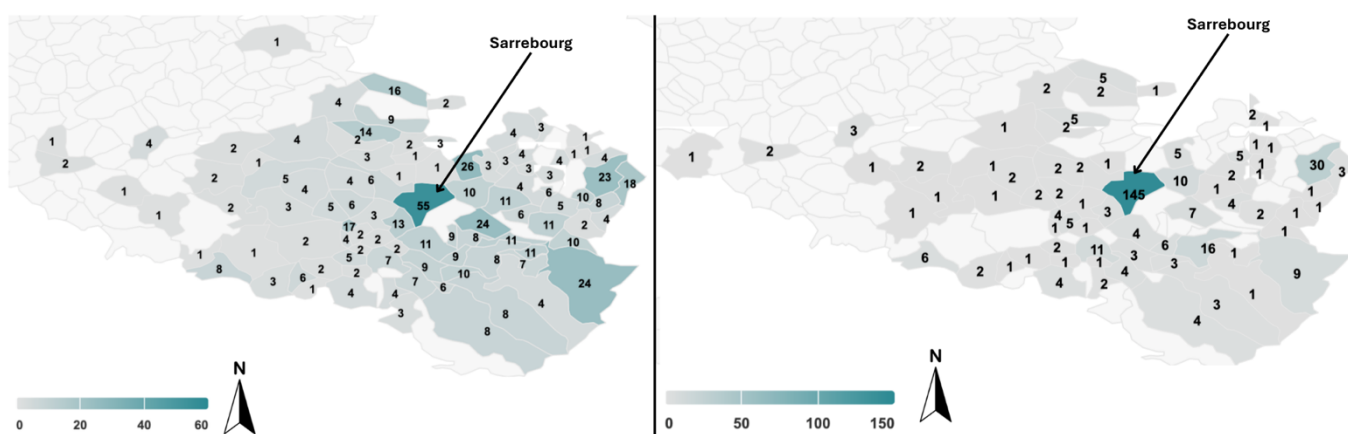
<sup>3</sup> Personnes n'ayant pas répondues à cette question

## 4.1 Profil des répondants

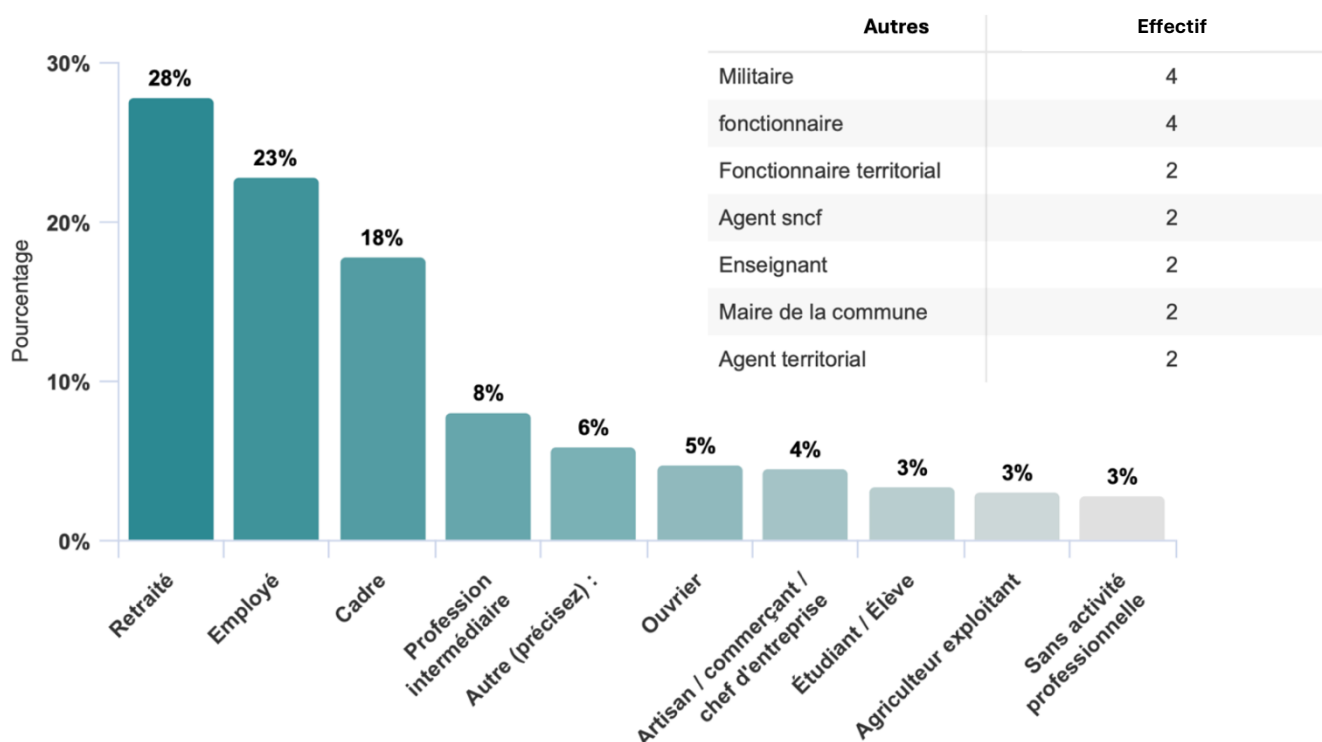


**Figure 3: Identité et structure par âge de la population participante. (Gauche : Répartition par genre | Droite : Répartition par tranches d'âge).**

L'analyse des caractéristiques démographiques des 675 répondants (Figure 3) met en évidence une participation équilibrée entre hommes (54%) et femmes (46%). La structure par âge révèle quant à elle un échantillon plutôt âgé avec les actifs plutôt âgés et les jeunes retraités du territoire. En effet, les tranches des 45–59 ans (33 %), des 60–74 ans (31 %) et des 30–44 ans (24 %) portent à elles seules la quasi-totalité des contributions, représentant 88 % de l'échantillon final. À l'inverse, la mobilisation des jeunes et des très grands seniors s'avère minime, puisque la tranche des 15–29 ans ne constitue que 8 % des réponses, et celle des plus de 75 ans à peine 4 %, tandis qu'un seul participant a moins de 15 ans (ce qui ne représente même pas 1 %). Cet échantillon, bien que statistiquement robuste pour le territoire de la Réserve de biosphère, demeure donc typé : les résultats de la consultation refléteront de manière prépondérante la vision d'une population d'âge mûr, comprise entre 30 et 74 ans.



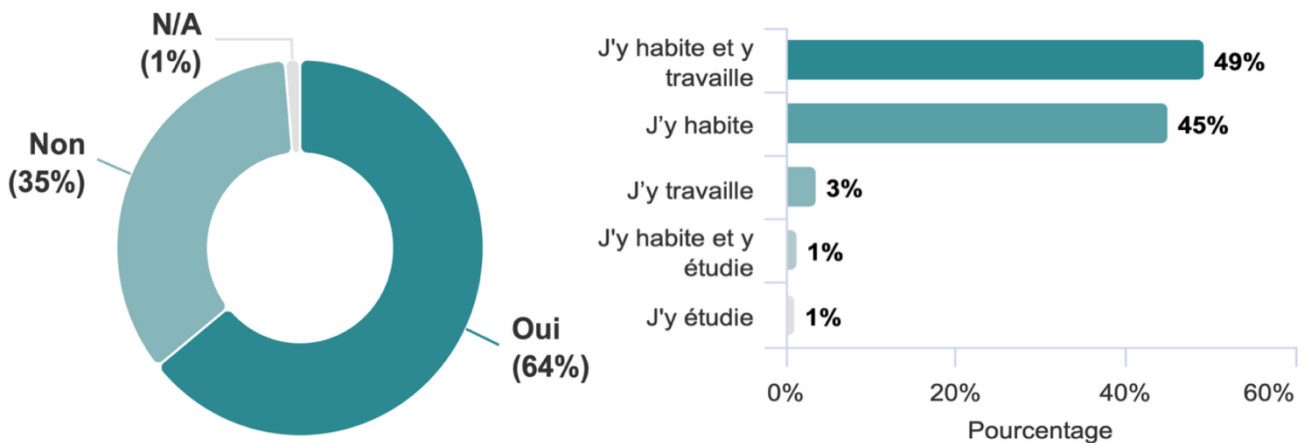
**Figure 4: Répartition géographique des répondants selon leur commune de résidence (à gauche) et de travail (à droite)**



**Figure 5: Profil socioprofessionnel des participants à la consultation (histogramme) et commentaire pour la réponse « autres professions » (Tableau)**

À l'aide de ces graphiques représentant l'ancrage territorial et professionnel nous pouvons étudier le profil socioprofessionnel des répondants. Les cartes de répartition (Figure 4) révèlent que le cœur de la participation se situe sur la commune de Sarrebourg et ses proches environs, tant pour le lieu de résidence que pour le lieu de travail, bien que le bassin résidentiel s'étende de manière plus diffuse sur l'ensemble du territoire que le bassin d'emploi, plus centralisé. Pour voir le détail de la participation par commune, vous pouvez consulter l'Annexe 2: Communes de résidences des répondants ainsi que l'Annexe 3: Effectifs des travailleurs dans chaque commune.

Sur le plan de l'activité professionnelle (Figure 5), l'échantillon est largement porté par les retraités (28 %), les employés (23 %) et les cadres (18 %), qui représentent à eux seuls près de 70 % des répondants. Les professions intermédiaires (8 %) et les ouvriers (5 %) complètent ce profil, tandis que les artisans, commerçants, agriculteurs et étudiants affichent une participation plus discrète, n'excédant pas 4 % chacun. Enfin, la catégorie des personnes ayant spécifié un autre statut (6 %) regroupe principalement des profils issus de la fonction publique (territoriale ou d'État), de l'enseignement et du secteur militaire, confirmant l'importante implication des acteurs du service public et des seniors dans cette consultation locale.



**Figure 6: Taux de connaissance initiale de la Réserve de biosphère sur le territoire (à gauche) et statut des répondants vis-à-vis de la zone d'étude (à droite)**

L'évaluation de la notoriété de la Réserve de biosphère de Moselle Sud met en avant une dynamique positive, favorisée par un ancrage local particulièrement dense de l'échantillon. Une nette majorité des répondants, soit 64 %, déclare en effet connaître l'existence de la Réserve sur leur territoire (Figure 6) avant de parcourir le site internet, tandis que 35 % la découvrent (N/A correspond à « pas de réponse »). Ce fort taux de connaissance initiale s'explique de manière logique par le profil d'usage des participants, dont le quotidien est lié à la zone d'étude.

Près de la totalité de l'échantillon vit sur place (94%), dont la moitié (49%) sont en situation de résidence et d'activité professionnelle au sein du territoire, et 45 % y habitent exclusivement. Cette corrélation directe entre un enracinement résidentiel et une bonne visibilité de l'institution démontre que la Réserve de biosphère dispose déjà d'une bonne notoriété auprès des habitants du territoire (à l'échelle de l'échantillon).

## 4.2 Caractéristiques d'un territoire habitable

Cette partie du questionnaire, élaboré en collaboration avec le programme de recherche Habi(li)ter<sup>4</sup> qui étudie l'impact du changement climatique sur les conditions de vie futures en Lorraine, a pour objectif de relever les critères d'habitabilité les plus importants pour les habitants de la réserve de biosphère.

<sup>4</sup> Site internet du projet Habi(li)ter : <https://liec.univ-lorraine.fr/recherche-equipes-de-recherche-ecologie-du-stress-ecose/habiliterfr>

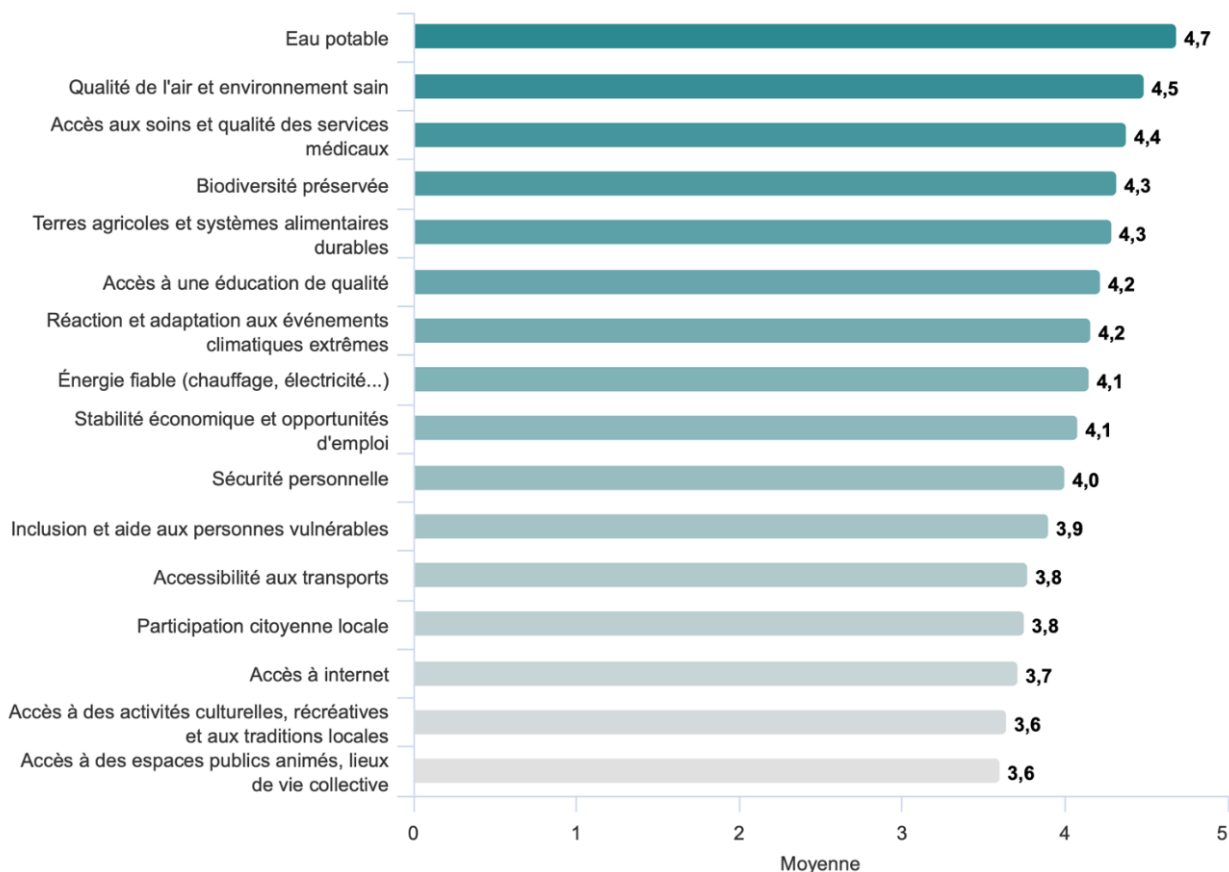


Figure 8: Priorités et attentes des répondants concernant l'habitabilité de leur territoire

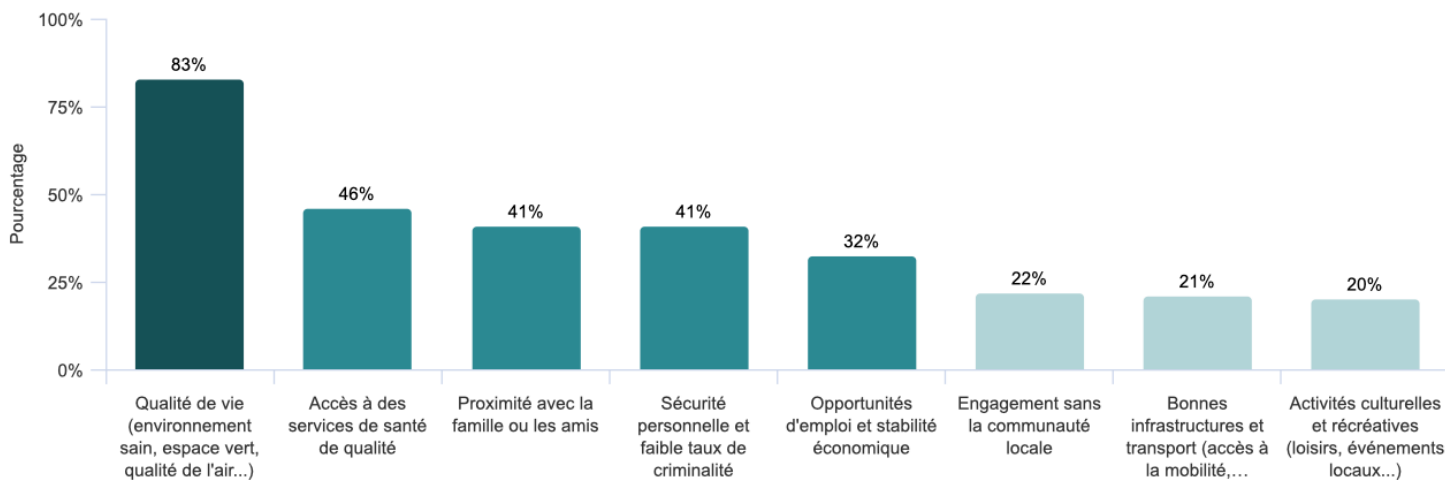


Figure 7: Raisons majeures de vivre ou de travailler sur le territoire selon les répondants

L'évaluation des conditions d'habitabilité et d'attractivité en Moselle Sud (Figure 8) révèle que le bien-être environnemental et sanitaire constitue le pilier fondamental pour les usagers du territoire. Interrogés sur ce qui rend un espace habitable, les répondants placent en tête les besoins vitaux et la préservation du cadre de vie, à commencer par l'accès à l'eau potable (note moyenne de 4,7/5), la qualité de l'air (4,5/5) et l'accès aux soins médicaux (4,4/5). Cette hiérarchie des valeurs se reflète de manière parfaitement cohérente dans les motivations

profondes des habitants à s'installer ou à rester sur le territoire (Figure 7). En effet, la qualité de vie globale (environnement sain, espaces verts) s'impose comme le premier facteur d'attractivité, citée par 27 % de l'échantillon. Elle devance ainsi largement les critères plus fonctionnels ou relationnels, tels que l'accès à la santé (15 %), la proximité de l'entourage (13 %), la sécurité (13 %) ou encore les opportunités d'emploi (11 %).

À l'inverse, les aspects liés à la vie collective, qu'il s'agisse de l'animation des espaces publics (3,6/5) ou des activités culturelles et récréatives (6 %), apparaissent comme des variables plus secondaires dans le choix résidentiel. Ces chiffres montrent bien que l'avenir du territoire et le bien-être de ses habitants dépendent en priorité de deux choses : la protection de la nature et l'accès aux services essentiels.

### 4.3 Perception des risques climatiques

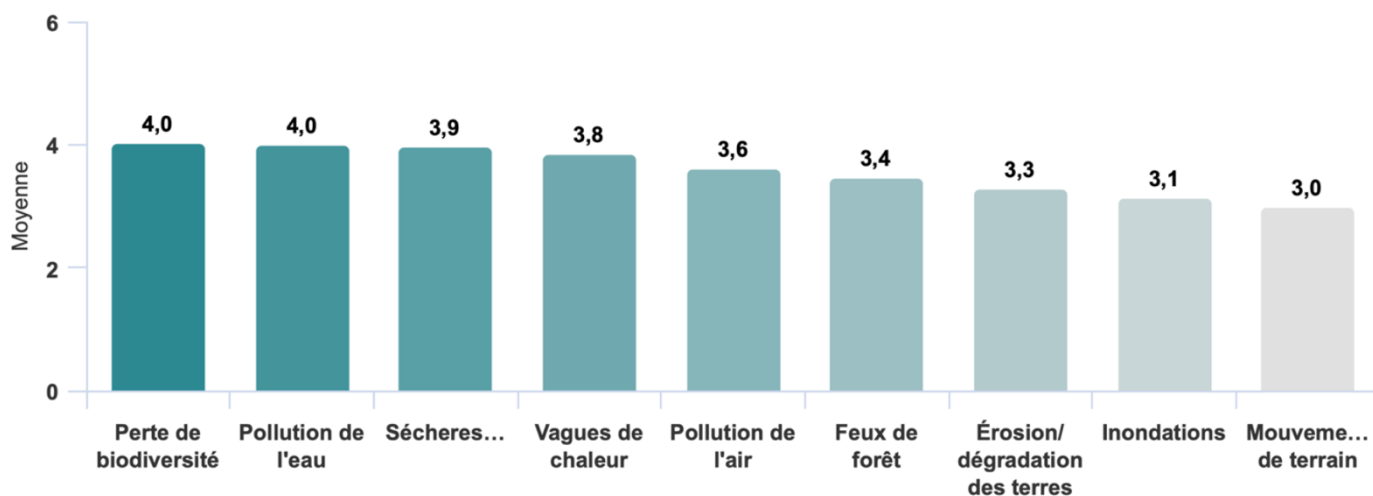


Figure 9: Évaluation des risques climatiques les plus préoccupants sur la réserve de biosphère selon les répondants

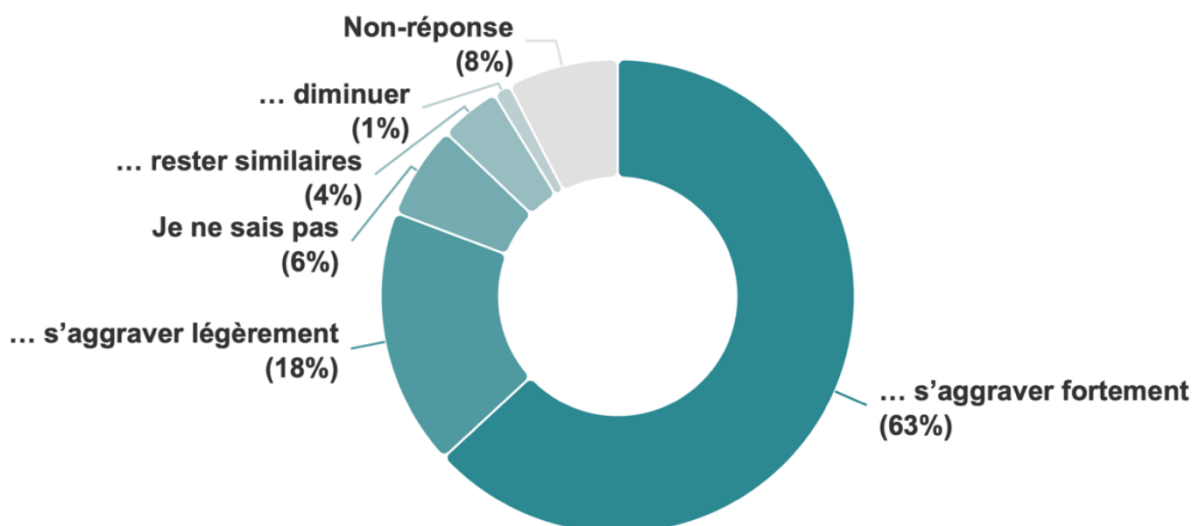


Figure 10: Avis des répondants concernant l'évolution des risques climatiques dans les 10-20 prochaines années

Ces graphiques sur les risques environnementaux montrent que les répondants sont particulièrement inquiets pour l'avenir de leur territoire. Interrogés sur les menaces actuelles (Figure 9), ils placent en tête la perte de biodiversité et la pollution de l'eau (avec une note moyenne de 4,0/5), suivies de très près par les sécheresses (3,9/5) et les vagues de chaleur (3,8/5). Les risques plus localisés ou instantanés, comme les feux de forêt (3,4/5), les inondations (3,1/5) ou les mouvements de terrain (3,0/5), semblent pour l'instant un peu moins redoutés.

Cette forte sensibilité aux crises écologiques et climatiques se traduit par une réelle inquiétude pour les années à venir : une majorité des participants (81 %) pense que les risques climatiques vont s'aggraver dans les 10 à 20 prochaines années (Figure 10), avec plus de 62 % qui estiment qu'ils vont s'aggraver fortement. À l'inverse, seulement 4 % pensent que la situation restera similaire et à peine 1 % espère une amélioration. Ces résultats révèlent une prise de conscience importante des enjeux climatiques.

#### 4.4 Actions Prioritaires à mettre en place

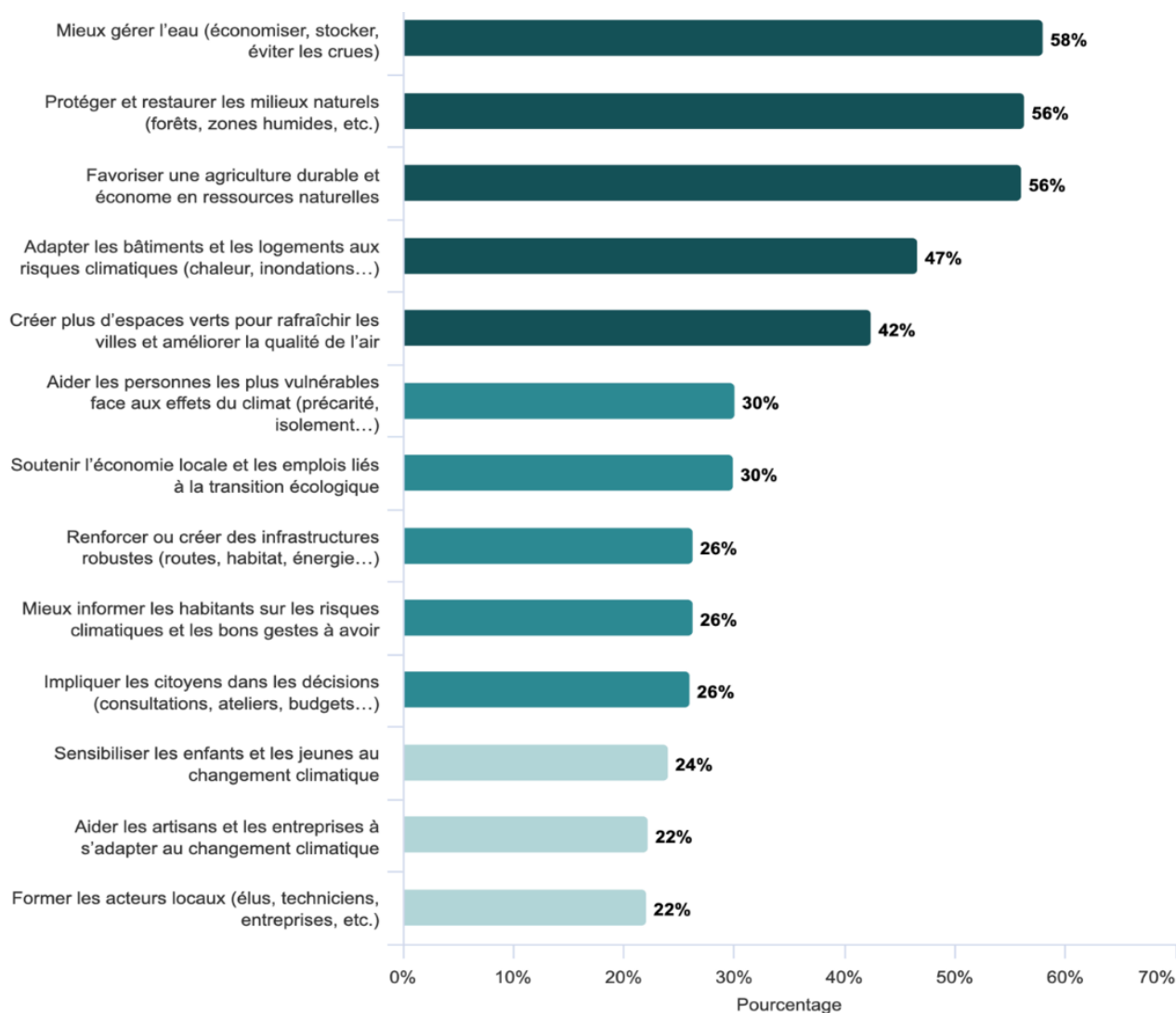
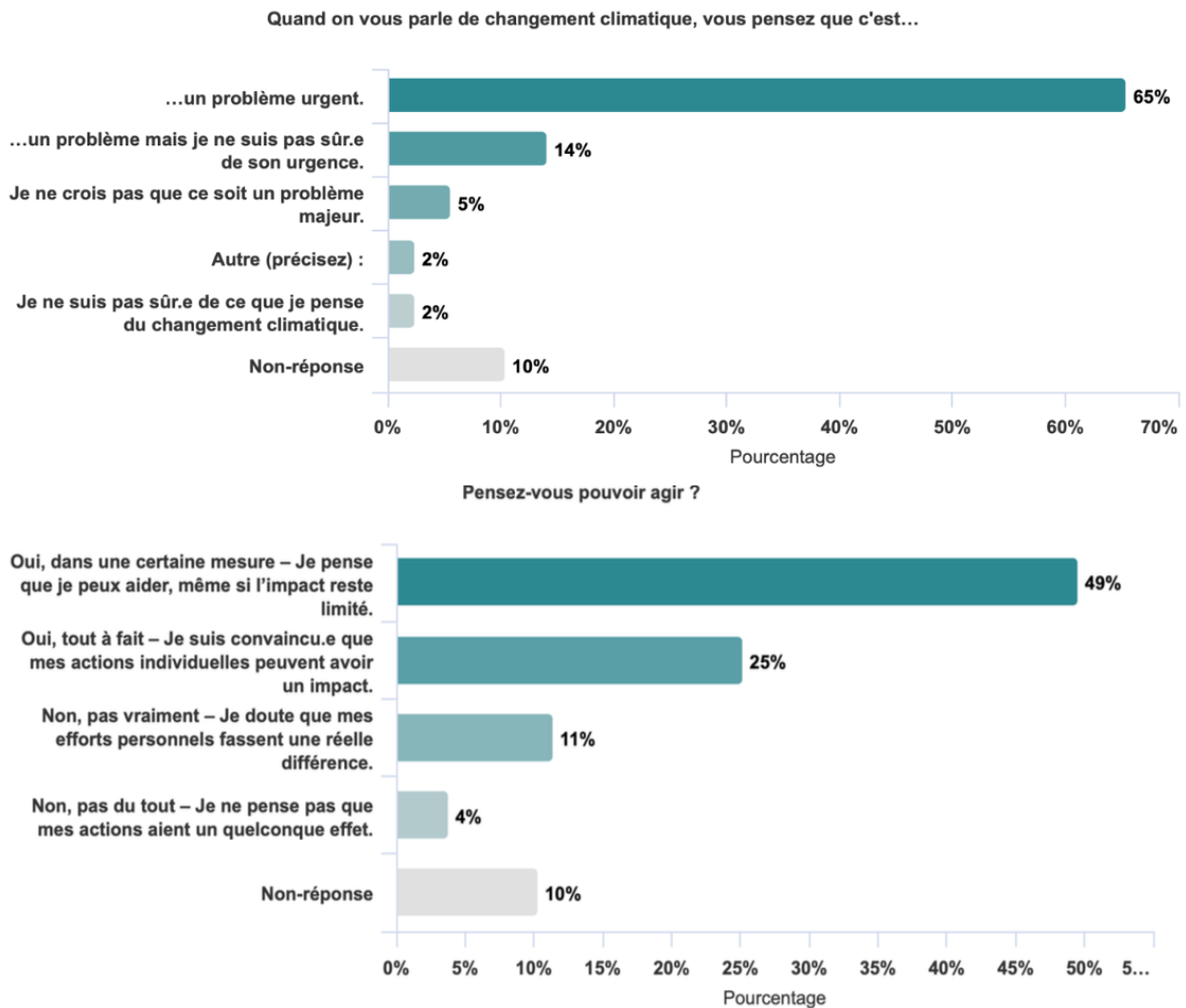


Figure 11: Actions prioritaires à mettre en place sur le territoire de la réserve de Biosphère selon les répondants

Face aux inquiétudes climatiques exprimées, les répondants ciblent très clairement la gestion des ressources naturelles comme l'action prioritaire primordiale pour le territoire (Figure 11). En premier, on retrouve la nécessité de mieux gérer l'eau (économiser, stocker, éviter les crues) à 58 %, suivie de très près par la protection et la restauration des milieux naturels comme les forêts et les zones humides (56 %) ainsi que le développement d'une agriculture durable et économe (56 %). Le second grand volet de priorités concerne l'adaptation directe du cadre de vie, avec une forte demande pour l'adaptation des bâtiments aux risques climatiques (47 %) et la création d'espaces verts pour rafraîchir les villes (42 %). En revanche, les actions de sensibilisation, la formation des acteurs locaux ou l'accompagnement des entreprises et des artisans arrivent en fin de liste, récoltant entre 22 % et 24 % des réponses. Ces résultats montrent que pour les participants, l'urgence n'est plus seulement à l'information ou à la théorie, mais au déploiement d'actions concrètes pour préserver l'environnement et adapter les infrastructures locales.

#### 4.5 Le rapport au changement climatique

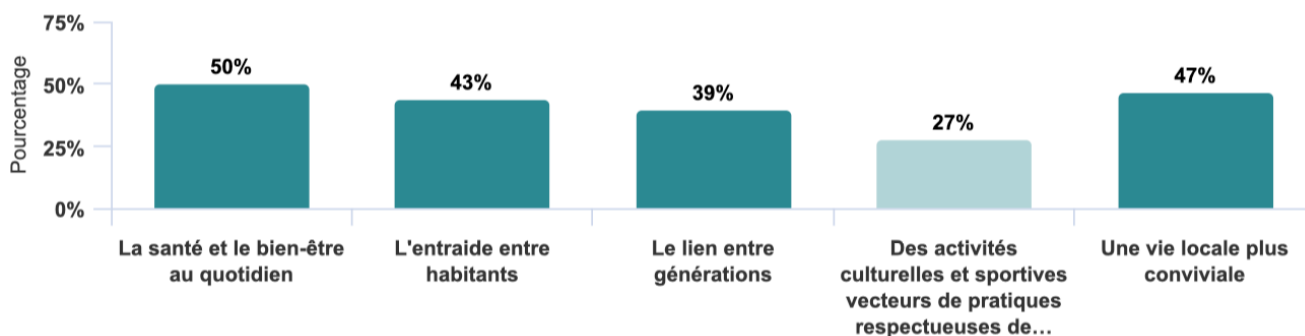


**Figure 12: Positionnement des répondants face au changement climatique : perception de l'urgence (en haut) et sentiment de capacité d'action individuelle (en bas)**





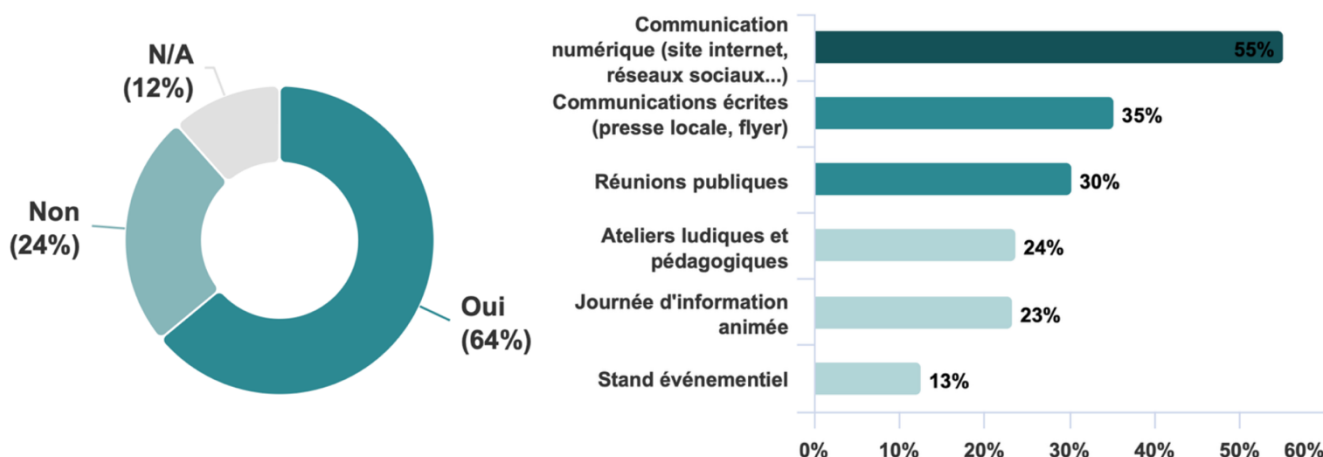
## 4.6 Idées et attentes



**Figure 15: Pistes d'action locales à renforcer ou développer pour anticiper les effets du changement climatique selon les répondants**

L'analyse des pistes de renforcement locales (Figure 15) montre que trois leviers principaux se dégagent de manière très équilibrée : la santé et le bien-être au quotidien arrivent légèrement en tête (24 %), suivis de très près par le souhait d'une vie locale plus conviviale (23 %) et le renforcement de l'entraide entre les habitants (21 %). Le besoin de consolider le lien entre les générations constitue un autre pilier important, partagé par 19 % des participants. En revanche, le développement d'activités culturelles et sportives comme vecteurs de pratiques écoresponsables apparaît en retrait

Il convient toutefois de nuancer ces résultats en raison de la nature très orientée de la question. En proposant exclusivement des choix de réponses fermés axés sur les dynamiques humaines et relationnelles, le questionnaire a mécaniquement guidé les participants vers des leviers d'ordre social (entraide, convivialité, liens intergénérationnels). Si la question avait été posée de manière ouverte, laissant libre cours à l'expression spontanée des répondants, il est fort probable que d'autres types de priorités auraient émergé. Les habitants auraient potentiellement ciblé des mesures plus techniques, matérielles ou économiques (infrastructures de protection, aides financières, réglementations), moins centrées sur le volet social. Ce biais de formulation invite donc à interpréter ces pourcentages comme l'adhésion à des propositions prédéfinies plutôt que comme les seules priorités spontanées de la population face au changement climatique.



**Figure 16: Volonté des répondants d'être informé sur les risques climatiques (à gauche) et canaux de communication privilégiés (à droite)**



La présence d'une question ouverte a également permis de relever les questionnements, les préoccupations et les suggestions des habitants. En voici quelques exemples :

- Questionnements :
  - Quelle la situation des nappes phréatiques et la qualité de l'eau potable ?
  - Quels sont les mesures prises pour préserver l'accès à une alimentation locale et durable ?
  - Quel avenir pour l'agriculture ? Celle qui fait vivre l'exploitant agricole et non celle qui sert juste de vitrine ? Projet de formation ? Accompagnement ?
- Préoccupations :
  - Déprise agricole
  - Destruction de la biodiversité
  - Accès aux soins compliqués
- Suggestion :
  - Centre commercial « alternatif »
  - Jardins comestibles
  - Distribution de récupérateurs d'eau de pluie

#### 4.7 Conclusion analyse de surface

L'analyse descriptive met en évidence une population largement sensibilisée aux enjeux climatiques et fortement attachée à la qualité de vie offerte par le territoire. Les répondants considèrent la préservation de l'eau, de la biodiversité, de la qualité de l'air et l'accès aux services essentiels comme des conditions fondamentales d'un territoire habitable.

Face à une aggravation perçue des risques climatiques, les habitants privilégient des actions concrètes d'adaptation, notamment en matière de gestion de l'eau, de protection des milieux naturels, d'agriculture durable et d'aménagement du cadre de vie. Bien qu'une majorité estime pouvoir agir individuellement, des freins économiques et structurels limitent leur engagement.

Enfin, les réponses libres soulignent l'importance accordée aux questions de gouvernance, de mobilité, d'environnement et d'agriculture, traduisant une attente forte envers les acteurs publics pour accompagner la transition écologique du territoire.

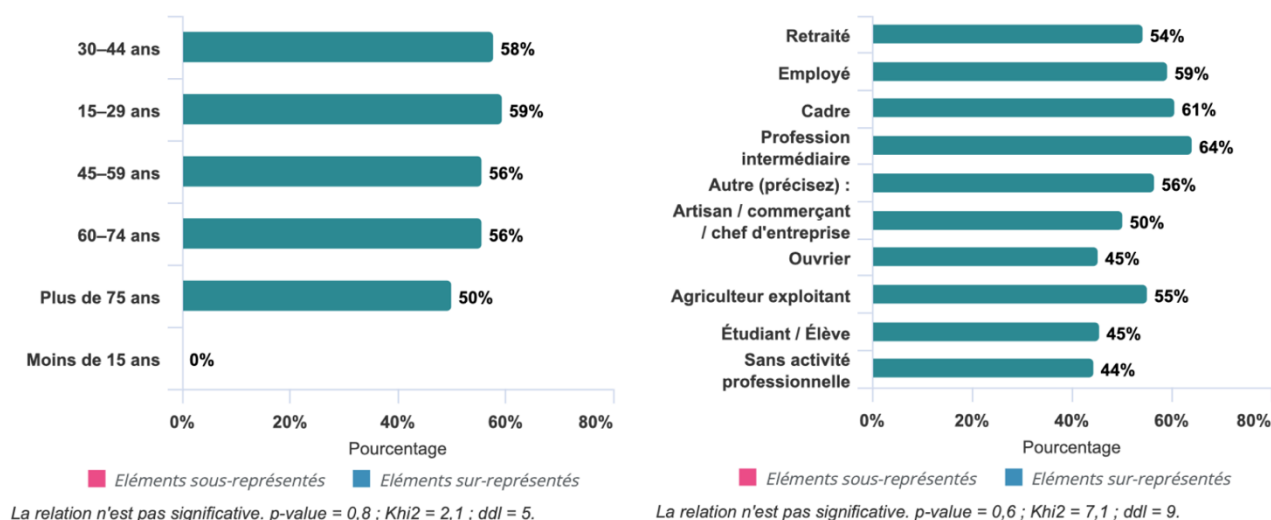
## 5 Analyse factorielle et corrélations (tris croisés)

Après avoir examiné individuellement les différentes questions du questionnaire, cette section est consacrée à une analyse croisée par grandes thématiques. L'objectif est de dépasser la simple lecture brute des résultats pour mettre en perspective les réponses des participants. En recoupant les différentes questions et variables, cette approche transversale permet de dégager les grandes dynamiques du territoire. Cette approche thématique permet de mettre en évidence les relations significatives qui peuvent exister entre deux variables. En croisant les données, l'objectif est de vérifier dans quelle mesure

les réponses à une question influencent, dépendent ou éclairent les réponses à une autre.

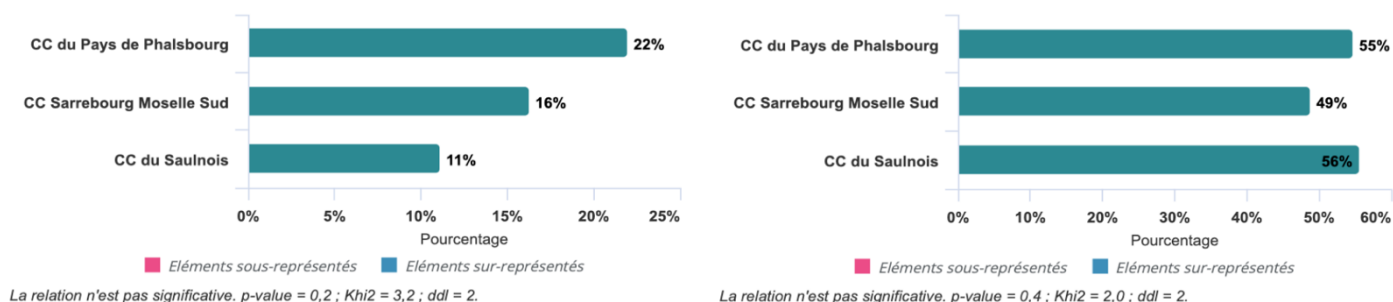
## 5.1 Agriculture

Bien que les agriculteurs exploitants ne représentent que 3 % des répondants, les enjeux de transition agricole font l'objet d'un fort intérêt collectif. Pour définir un territoire habitable, la présence de terres agricoles et de systèmes alimentaires durables obtient une note très élevée de 4,3/ 5. Cette priorité se traduit concrètement dans les attentes locales, puisque l'objectif de « favoriser une agriculture durable et économe en ressources naturelles » s'impose comme la 3ème action prioritaire retenue par les habitants.



**Figure 18: Analyse croisée de la volonté de favoriser une agriculture durable selon la tranche d'âge des répondants et leur profession**

Contrairement à d'autres enjeux environnementaux ou sociétaux qui peuvent diviser l'opinion selon l'activité ou l'âge, la volonté de favoriser une agriculture durable et économe en ressources naturelles fait l'objet d'un consensus remarquable (Figure 18). L'analyse des données ne révèle en effet aucune différence statistiquement significative<sup>5</sup> selon le profil socio-démographique des répondants. L'adhésion à cet objectif de transition s'avère parfaitement homogène et uniformément répartie, quels que soient la catégorie socioprofessionnelle ou l'âge des participants, s'imposant ainsi comme une attente collective globale qui dépasse les clivages habituels.



**Figure 19: Analyse croisée de la perception de l'offre locale en circuits courts selon l'intercommunalité de résidence : part des répondants identifiant des difficultés d'accès aux produits locaux (à gauche) et part identifiant l'accès aux producteurs comme un encouragement (à droite)**

<sup>5</sup> Relation significative quand  $p\text{-value} < 0,05$

En mettant en perspective les freins et les leviers déclarés par la population (Figure 19), un constat particulièrement positif émerge concernant l'offre locale existante. Le pourcentage de répondants signalant des difficultés d'accès à des produits locaux ou durables reste relativement faible à l'échelle du territoire. À l'inverse, l'accès à des producteurs locaux ou à des circuits courts enregistre un taux de réponse nettement plus élevé. Ce croisement démontre que l'agriculture durable et de proximité bénéficie déjà d'une forte implantation et d'une visibilité concrète en Moselle Sud. Cette offre de circuits courts constitue aujourd'hui un puissant levier d'action qui encourage et accompagne au quotidien les habitants dans la transition de leurs pratiques de consommation.

Pour finir, les commentaires ouverts mettent en évidence une vive préoccupation face à l'agriculture intensive, accusée par plusieurs répondants de dégrader les sols et de polluer l'eau à cause des intrants chimiques (herbicides, fongicides). Pour y remédier, des attentes fortes s'expriment en faveur d'une transition vers le bio et de la mise en place de distances de sécurité (un kilomètre) pour les traitements près des habitations. Sur le plan environnemental, plusieurs habitants évoquent la réintroduction des haies dans les champs, de freiner l'étalement urbain sur les terres agricoles et de stopper les drainages afin de favoriser l'infiltration de l'eau, tout en adaptant les cultures à la nature des sols locaux. Enfin, les infrastructures agro-industrielles suscitent des débats, notamment la méthanisation, dont la compatibilité avec la protection de l'eau est questionnée, certains suggérant son arrêt au profit des prairies et des céréales. Malgré ces exigences, les participants se montrent lucides face à la situation des exploitants : bien qu'ils soient perçus comme les acteurs clés de la transition sur le territoire, les commentaires rappellent que les lourdes contraintes économiques et financières qui pèsent sur eux constituent le frein principal à leur adaptation au changement climatique.

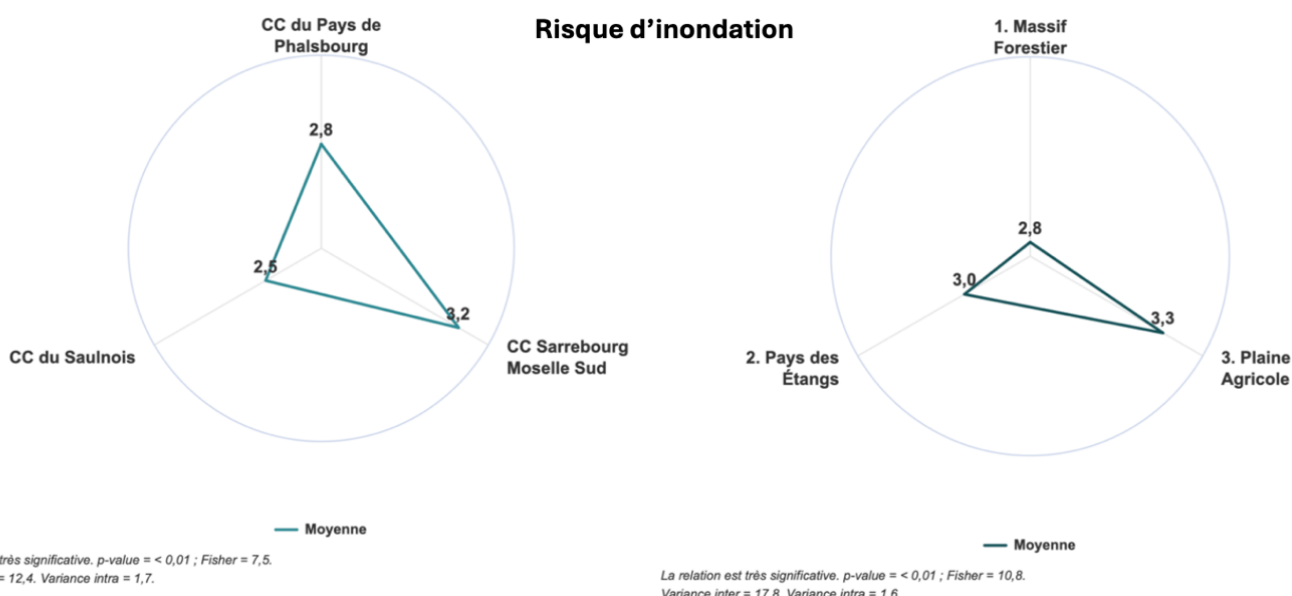
## 5.2 Eau

L'eau s'impose comme le tout premier critère d'habitabilité du territoire pour les habitants de la Moselle Sud, obtenant la note exceptionnelle de 4,7 / 5. Cette importance cruciale se traduit par une forte vulnérabilité ressentie face aux dégradations environnementales : la pollution de l'eau se hisse à la deuxième place des risques climatiques redoutés (4 / 5), immédiatement suivie par la crainte des sécheresses et du manque d'eau (3,9 / 5). Face à ces menaces, les attentes citoyennes se focalisent massivement sur l'action publique. Mieux gérer la ressource, à travers des mesures d'économie, de stockage et de prévention des crues, constitue la première action jugée prioritaire par les répondants. Pour les citoyens, cette gestion est indissociable d'une approche écologique globale, puisque la protection et la restauration des milieux naturels, notamment les zones humides et les forêts, figurent également au sommet des priorités pour sécuriser l'avenir de la Réserve de biosphère, notamment pour les personnes jugeant que le changement climatique est un problème urgent (Figure 20).



La relation est très significative.  $p\text{-value} = < 0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 39,0$  ;  $\text{ddl} = 4$ .

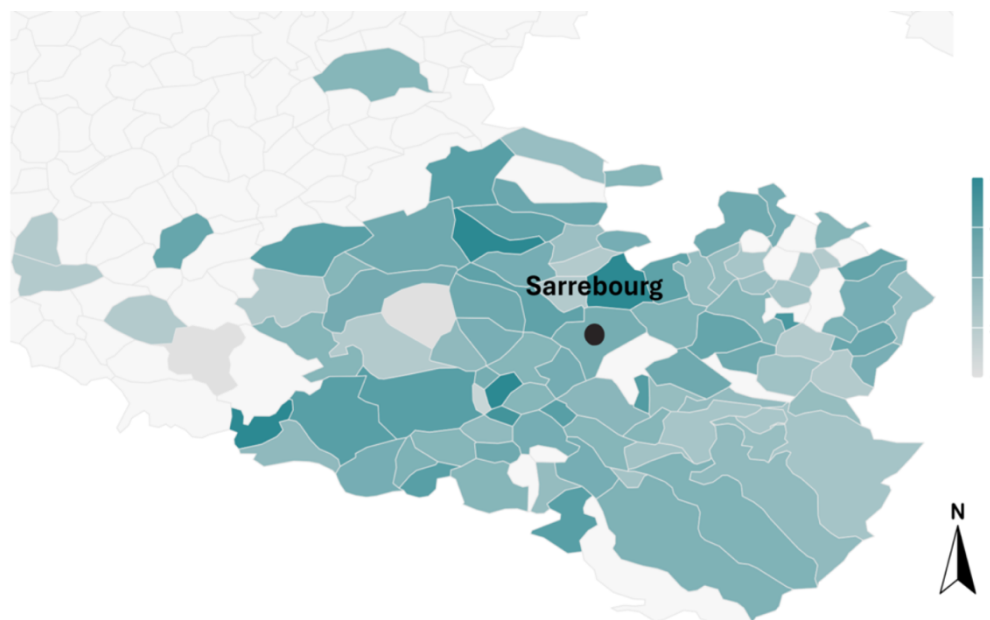
**Figure 20: Analyse croisée de la priorisation de l'action « Protéger et restaurer les milieux naturels » selon le niveau de sensibilité à l'urgence du changement climatique**



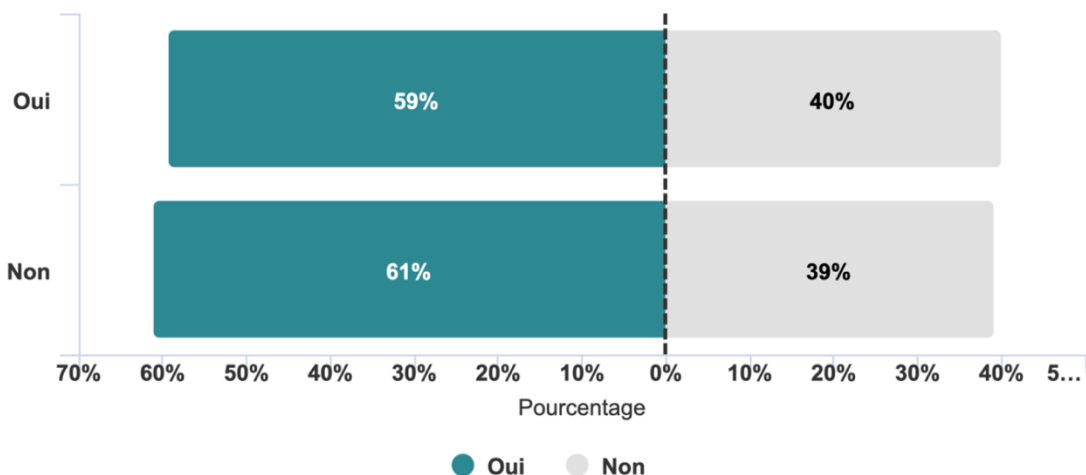
**Figure 21: Croisement entre l'implantation géographique des répondants (Groupement administratif et paysager) et leur perception du risque d'inondation**

Le croisement entre l'implantation géographique des répondants et leur perception du risque d'inondation (Figure 21) révèle une relation statistiquement très significative. L'inquiétude face à cet aléa n'est pas homogène et dessine une vraie disparité locale. Les habitants de la Communauté de Communes Sarrebourg Moselle Sud se distinguent par le niveau de préoccupation le plus élevé du territoire, affichant une moyenne de 3,2/5. Cette sensibilité accrue s'explique directement par le fait que cette intercommunalité a été plus durement et fréquemment touchées par des épisodes d'inondations récents que le reste du territoire, marquant fortement la mémoire locale. À l'inverse, le risque d'inondation semble moins central pour les répondants de la CC du Pays de Phalsbourg (2,8/5) et s'impose comme une préoccupation secondaire pour les quelques répondants de la CC du Saulnois, qui enregistre la moyenne la plus basse

(2,5/5). Cette forte disparité montre que la perception des risques par les citoyens colle aux réalités topographiques et historique. Une représentation cartographique par communes permet notamment de mieux visualiser cette répartition (Figure 21). Si nous regardons d'un point de vue unité paysagère, ce sont les habitants de la plaine agricole qui semblent le plus sensible aux risques d'inondations (3,3/5).



**Figure 22: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face au risque d'inondation en Moselle Sud**



La relation est très significative.  $p\text{-value} = < 0,01$  ;  $\text{Khi}^2 = 568,0$  ;  $\text{ddl} = 4$ .

**Figure 23: Graphique croisé des actions prioritaires "Mieux gérer l'eau" et "Favoriser une agriculture durable et économe en ressources naturelles ».**

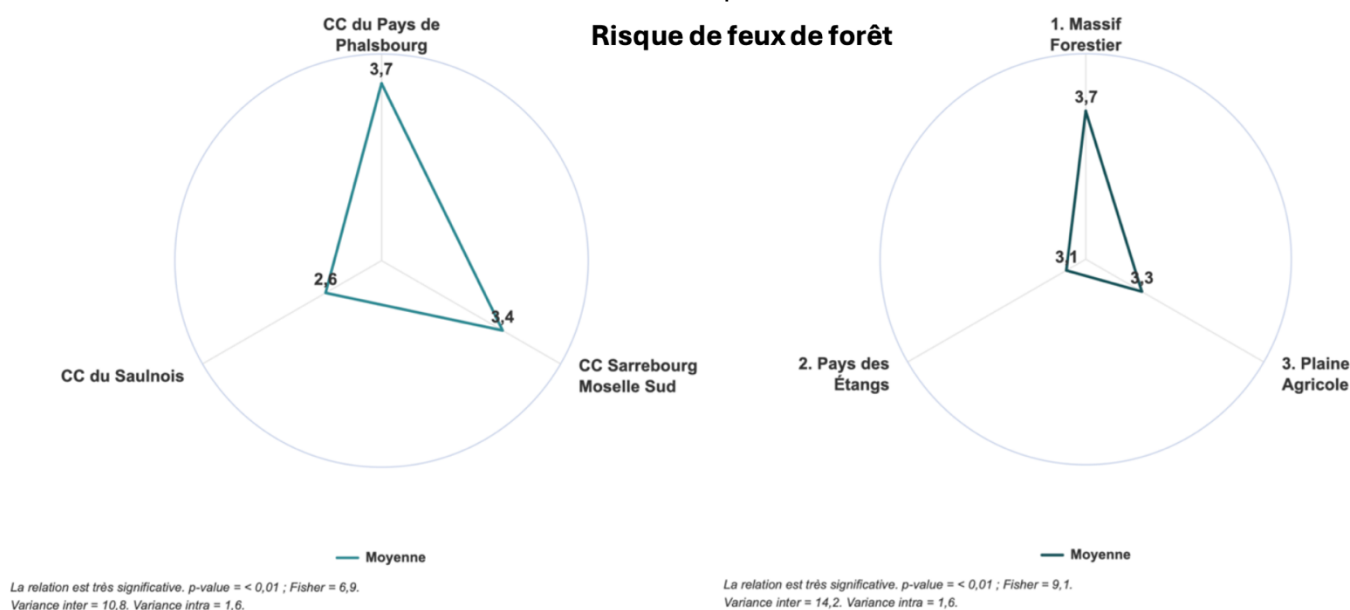
L'analyse met en évidence une relation statistiquement très significative entre la volonté de sécuriser l'accès à l'eau et le souhait de développer une agriculture durable (Figure 23). On observe une grande uniformité des opinions : parmi les répondants qui placent la gestion de l'eau au sommet de leurs priorités, 59 % souhaitent également favoriser une agriculture économe en ressources. Ce taux reste quasi identique (61 %) chez les personnes qui n'avaient pas sélectionné l'urgence de l'eau. Ce visuel met en

évidence le caractère transversal de la transition agricole pour les habitants de la Moselle Sud. Le changement de modèle agricole n'est pas perçu comme une simple mesure de correction technique face au stress hydrique, mais s'impose comme une attente structurelle globale, partagée par la majorité de la population indépendamment de sa sensibilité immédiate aux enjeux de l'eau. L'objectif est de montrer que toutes ces thématiques (eau, agriculture, forêt...) sont interconnectées dans l'esprit des habitants.

Les commentaires ouverts expriment une vive inquiétude face aux dégradations de la ressource, ciblant principalement la pollution des cours d'eau et des nappes par les intrants agricoles et par les rejets d'eaux usées ou l'épandage de boues de stations d'épuration. Pour restaurer les cycles hydrologiques, les habitants appellent à la suppression des drainages agricoles qui bloquent l'infiltration, ainsi qu'à un meilleur entretien des cours d'eau. Pour faire face aux pénuries, les propositions s'orientent massivement vers le stockage, via la création de réserves d'eau de pluie pour le quotidien ou pour la lutte contre les feux de forêt. En zone urbaine, la végétalisation des sols et des toitures est privilégiée pour favoriser l'infiltration, tandis que certains suggèrent de nouveaux canaux à écluses pour réguler les débits. Enfin, certains usagers soutiennent l'instauration d'une tarification progressive de l'eau, déjà expérimentée localement.

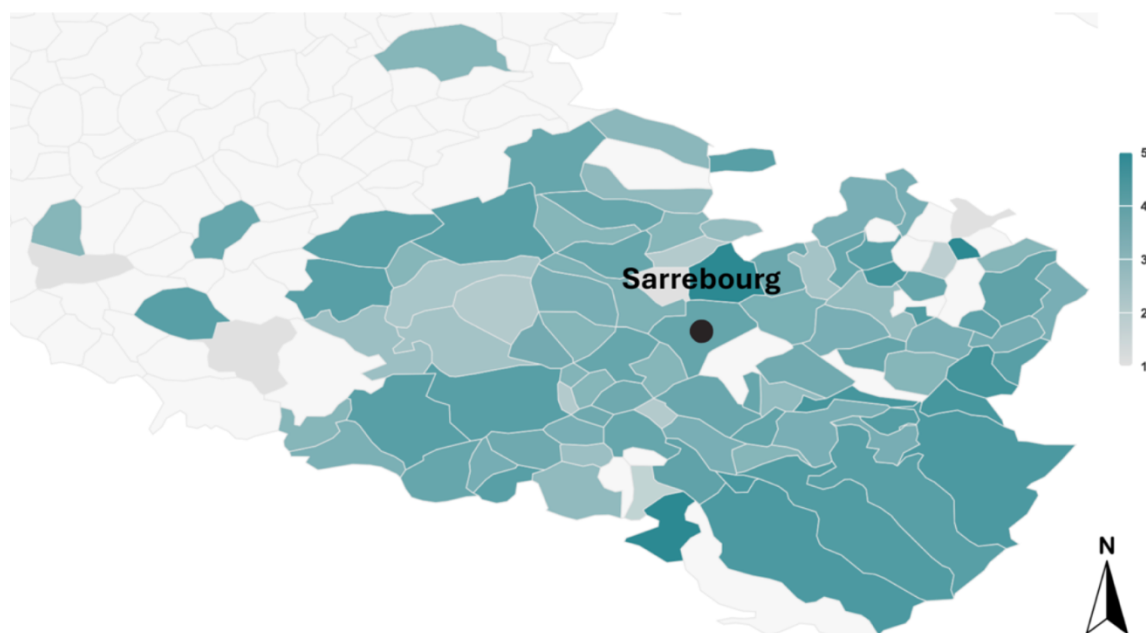
### 5.3 Forêt

La préservation de la biodiversité s'impose comme un critère essentiel d'un territoire habitable (4,3 / 5), et la qualité de vie (cadre naturel, calme) est le premier argument de 27 % des répondants pour y rester vivre, l'accès aux espaces naturels fonctionnant comme un levier d'encouragement au quotidien. Cependant, cette proximité s'accompagne d'une conscience de la vulnérabilité des massifs face au changement climatique, le risque de feux de forêt enregistrant une préoccupation de 3,4/ 5. Face à cette menace, les attentes citoyennes sont claires : la protection et la restauration des milieux naturels et forestiers sont des actions prioritaires.



**Figure 24: Croisement entre l'implantation géographique des répondants (Groupement administratif et paysager) et leur perception du risque de feux de forêt**

Le croisement des données montre une relation statistiquement très significative entre le profil géographique ou paysager des répondants et leur niveau de préoccupation face aux feux de forêt (Figure 24). L'inquiétude des habitants est loin d'être uniforme : elle s'aligne fidèlement sur l'omniprésence du couvert forestier dans leur environnement quotidien. La préoccupation maximale se concentre au sein de la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg avec une moyenne de 3,7/5. L'analyse par groupe paysager attribue la note de 3,7/5 aux populations résidant au cœur du Massif Forestier. La CC Sarrebourg Moselle Sud affiche également une vigilance notable (3,4/5). À l'inverse, la CC du Saulnois, marquée par des paysages plus ouverts et moins boisés, exprime la sensibilité la plus faible du territoire (2,6/5). Pour l'élaboration du plan d'adaptation, ces résultats soulignent la nécessité de sectoriser les politiques publiques de prévention. Si la culture du risque incendie est déjà forte et mature chez les habitants du massif vosgien (Phalsbourg/Est de Sarrebourg), les efforts d'aménagement sylvicole (diversification des essences, pare-feu) et de sensibilisation devront cibler en priorité ces zones bleues à forte vulnérabilité (Figure 25).

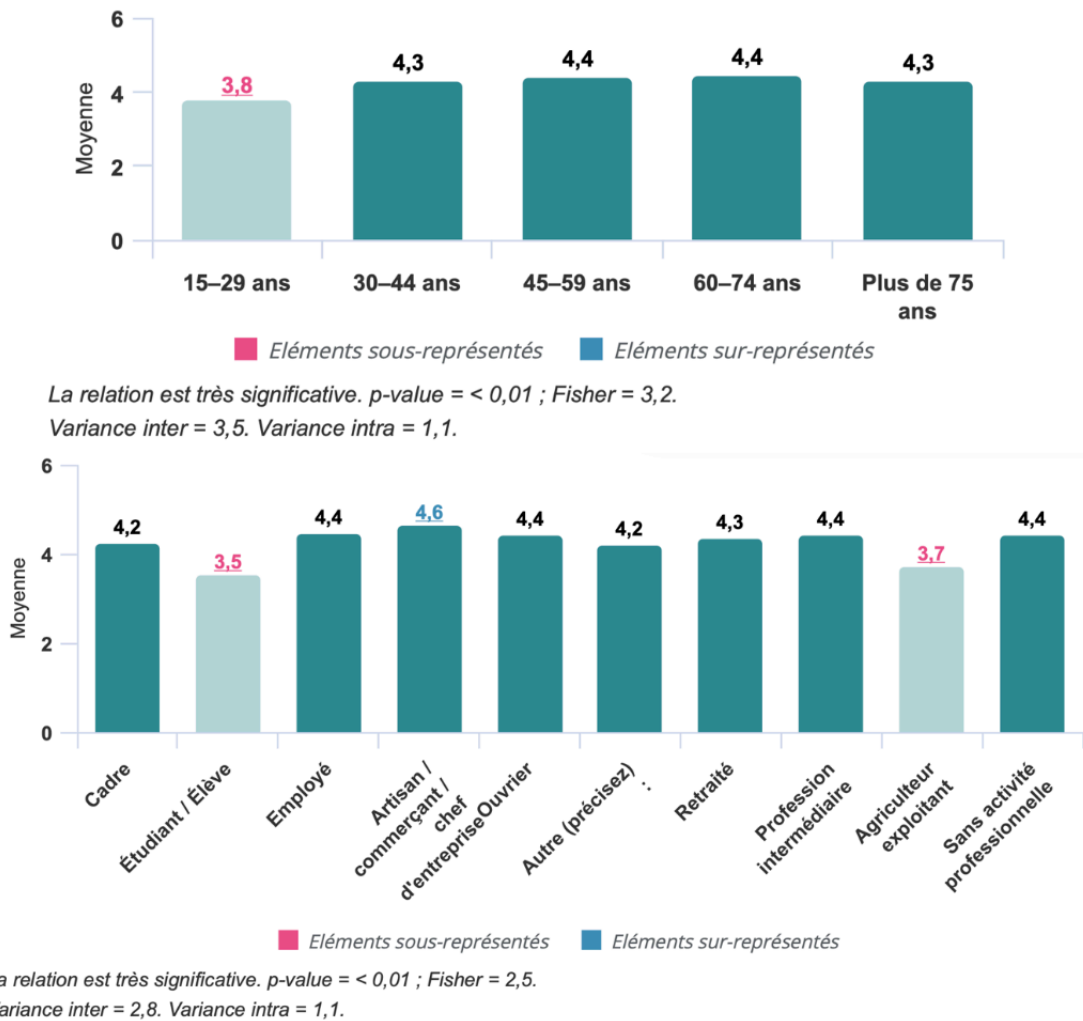


**Figure 25: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face au risque de feux de forêt en Moselle Sud**

Les commentaires ouverts traduisent une vive inquiétude face au dépérissement des forêts locales, à la déforestation et à une perception de surexploitation. À cet égard, le développement d'installations comme la chaudière biomasse de Sarrebourg suscite des craintes récurrentes liées à l'intensification des prélèvements sans garantie de renouvellement du bois. De plus, les répondants alertent sur la fragmentation des habitats, les îlots forestiers devenant trop restreints pour préserver la faune sauvage. Pour y faire face, les habitants réclament une meilleure transparence et l'acquisition de connaissances sur la gestion forestière. Ils appellent à renforcer les actions de l'ONF, notamment via un dialogue accru avec les citoyens, et préconisent une gestion coordonnée des lacs et des forêts. Enfin, face au changement climatique, l'aménagement de réserves d'eau stratégiques pour la lutte contre les incendies est proposé.

## 5.4 Biodiversité

La préservation du vivant est un pilier du cadre de vie, les répondants classant la « biodiversité préservée » au 4ème rang des critères d’habitabilité (4,3/5). Cette forte valorisation s’accompagne d’une conscience des menaces : la perte de biodiversité est désignée comme le tout premier risque du changement climatique par les habitants. Face à ce constat, les attentes citoyennes sont claires et se traduisent par une action publique jugée prioritaire : protéger et restaurer les milieux naturels afin de sauvegarder durablement les écosystèmes de la Réserve de biosphère.



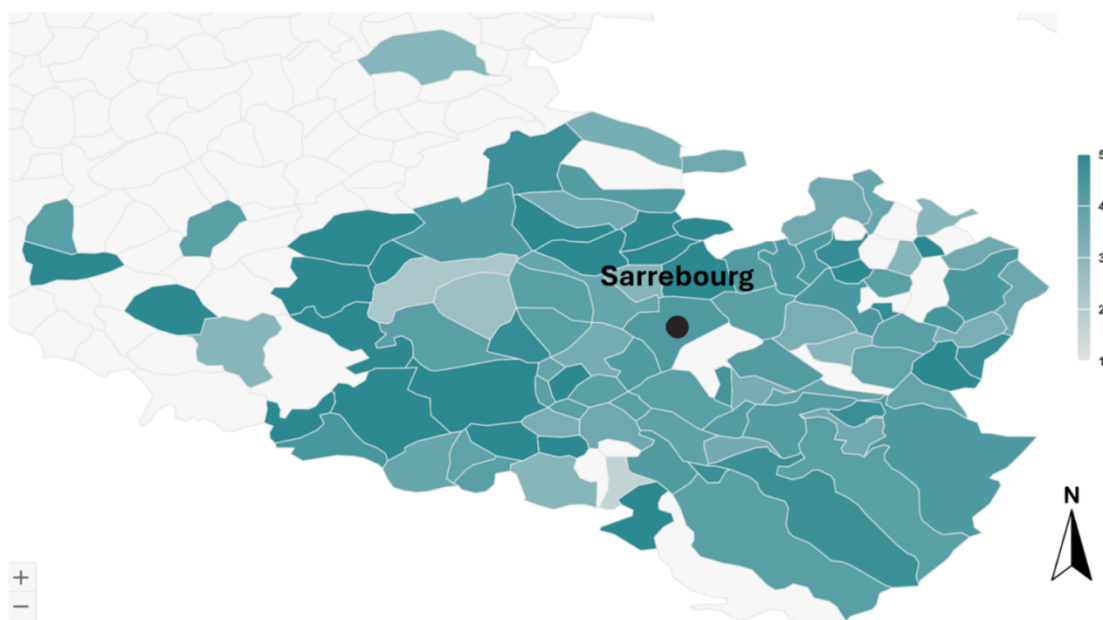
**Figure 26: Importance accordée à la préservation de la biodiversité selon le profil des répondants par tranche d'âge (en haut) et par catégorie socio-professionnelle (en bas)**

Le croisement des données révèle que l’importance accordée à une « biodiversité préservée » comme critère d’habitabilité varie de manière significative selon le profil des répondants<sup>6</sup> (Figure 26). L’analyse par génération met en évidence un fléchissement de cette priorité chez les jeunes adultes : la tranche des 15-29 ans affiche la moyenne la plus basse du territoire avec un score de 3,8/5 (sous-représentation statistique). À l’inverse, une grande stabilité s’observe chez les adultes et les seniors : des 30 ans jusqu’aux plus de 75 ans, la sensibilité à la préservation du vivant reste de manière homogène à un niveau très élevé, les scores oscillant de façon régulière entre 4,3 et 4,4/5.

<sup>6</sup> Note : la tranche des moins de 15 ans a été exclue de l’analyse en raison d’un volume de données insuffisant

Cela peut s'expliquer par un manque de sensibilisation chez les plus jeunes ou encore un manque de vécu qui ne permet pas de comparer l'état actuel par rapport à avant.

Ce constat générationnel se reflète logiquement lorsque l'on étudie le niveau d'importance selon la catégorie socio-professionnelle (Figure 26). On y observe une note plus faible chez les étudiants et élèves (3,5/5), un chiffre qui confirme la tendance observée chez les jeunes adultes mais qui reste à interpréter avec précautions en raison de la sous-représentation statistique de ce public dans l'échantillon. Du côté des actifs, la préservation de la biodiversité fait l'objet d'un consensus solide, portée notamment par les artisans, commerçants et chefs d'entreprise qui se détachent avec la moyenne la plus haute (4,6/5), en sur-représentation statistique), suivis de près par les employés, ouvriers et professions intermédiaires. Seule la catégorie des agriculteurs exploitants affiche un léger retrait relatif à 3,7/5 (sous-représentation statistique), ce qui peut s'expliquer par les contraintes professionnelles et les réalités du terrain auxquelles ils font face vis-à-vis des réglementations environnementales. Au niveau des communes, aucune relation n'a été observé avec le critère d'habitabilité « Biodiversité préservée ».



**Figure 27: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face à la perte de biodiversité en Moselle Sud**

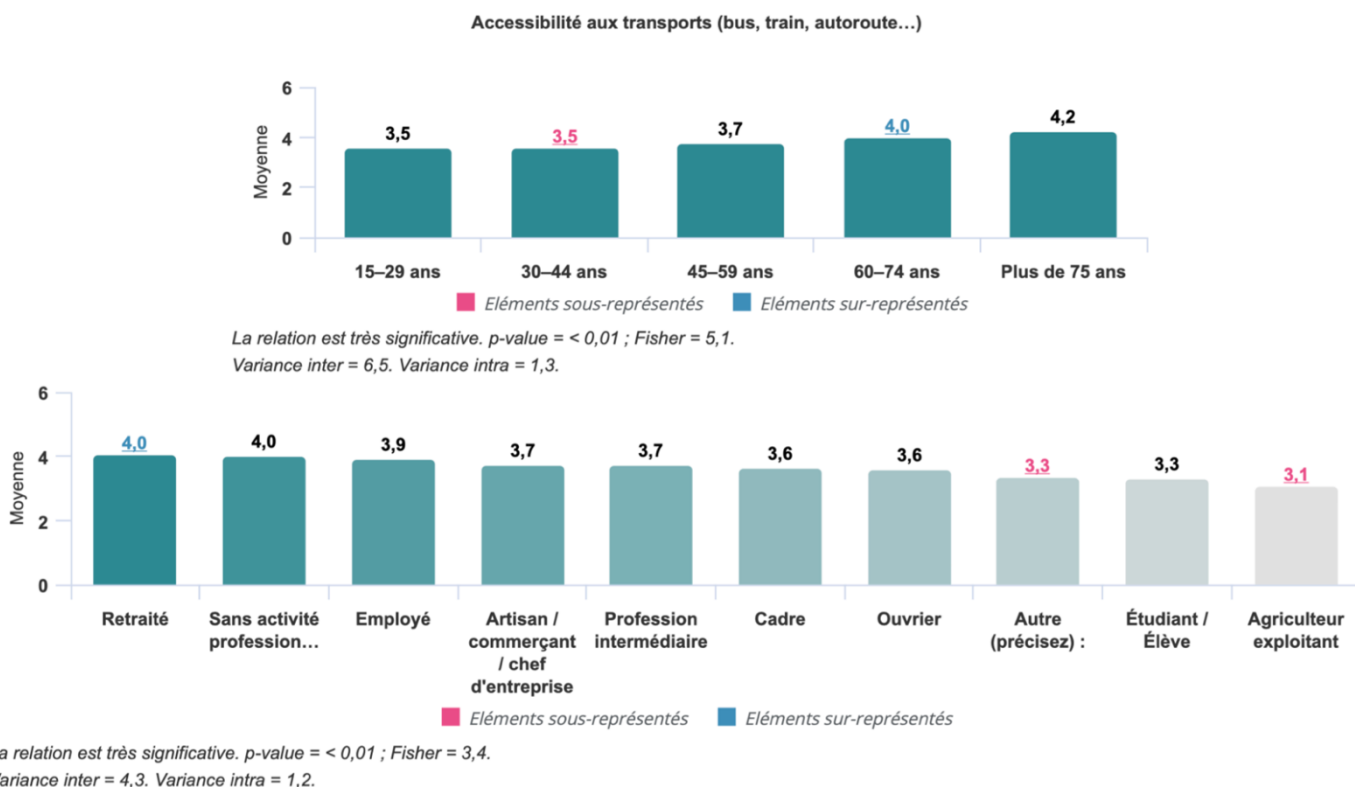
La cartographie des résultats (Figure 27) met en évidence une perception du risque globalement partagée à l'échelle de la Moselle Sud, aucune tendance géographique ou fracture spatiale marquée ne se dégage sur le territoire. L'inquiétude face à la perte de biodiversité apparaît au contraire très homogène sur l'ensemble de la Réserve de biosphère. Qu'ils résident dans les secteurs centraux, forestiers ou plus excentrés, les habitants partagent un niveau de préoccupation similaire et élevé, confirmant que la sauvegarde du vivant est un enjeu diffus et uniformément intégré par la population locale.

Les commentaires ouverts traduisent une forte volonté citoyenne de préserver la faune et la flore locales, tout en pointant du doigt les pressions humaines et en proposant des pistes d'action concrètes. Concernant les menaces et les pressions environnementales, les répondants s'inquiètent de l'artificialisation des sols à travers le

bétonnage et le grignotage des espaces naturels. Ils ciblent également l'impact des activités humaines, notamment l'usage des pesticides jugé responsable de la disparition des insectes et des oiseaux, la pratique de la chasse, ainsi que les nuisances causées par les vols d'hélicoptères dans les zones de quiétude lors des périodes de reproduction aviaire. Pour les actions participatives et la pédagogie, les citoyens souhaitent s'impliquer directement face à ces menaces. Ils proposent d'installer des abris pour les espèces protégées chez les particuliers et de soutenir les espèces locales. Pour ce faire, ils demandent un meilleur accompagnement, comme la mise à disposition d'informations sur les plantations adaptées et la visite d'écologues à domicile pour conseiller les habitants volontaires. Enfin, le milieu agricole est perçu comme un levier clé de cette transition, en particulier à travers la plantation de haies dans les champs pour recréer des corridors écologiques. Certains commentaires soulignent également que les agriculteurs pourraient s'impliquer plus librement et efficacement en faveur de la biodiversité si le poids des normes réglementaires était allégé.

### 5.5 Infrastructures et services

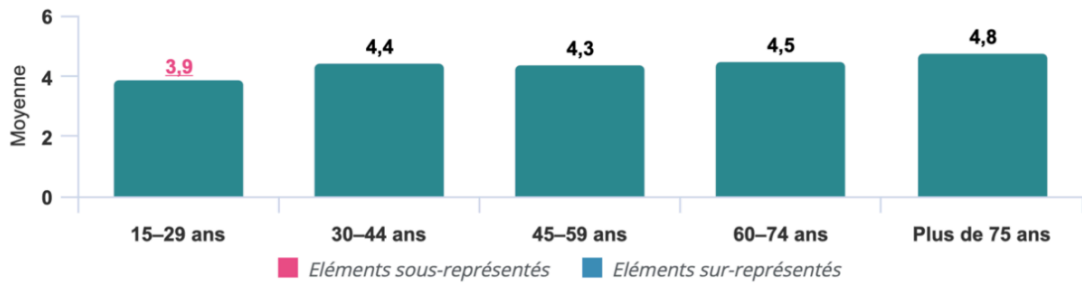
Les résultats de l'analyse de surface montre un net contraste entre l'importance vitale accordée aux services de santé et le profond déficit structurel ressenti en matière de transports. L'accès aux soins s'impose comme un pilier d'attractivité, se hissant à la troisième place des critères d'habitabilité (4,4/5) et représentant le deuxième facteur incitant les habitants à rester sur le territoire. À l'inverse, l'accessibilité aux transports figure parmi les derniers critères (3,8/5) et s'avère être une faible raison de maintien de résidence. Ce manque de transports en commun constitue d'ailleurs un frein majeur à l'écoresponsabilité pour 40 % des répondants, alors que seulement 10 % se sentent encouragés par l'offre de mobilité actuelle. Enfin, face à l'urgence climatique, les citoyens privilégient la résilience de l'existant : l'adaptation des bâtiments et des logements est plébiscitée par 47 % d'entre eux comme une action prioritaire, devançant le renforcement ou la création de nouvelles infrastructures robustes (routes, énergie, habitat), qui ne rassemblent que 26 % des suffrages. Comme cela a été mis en évidence précédemment, les priorités environnementales et climatiques se placent globalement au premier plan, devançant les enjeux liés aux infrastructures et aux services.



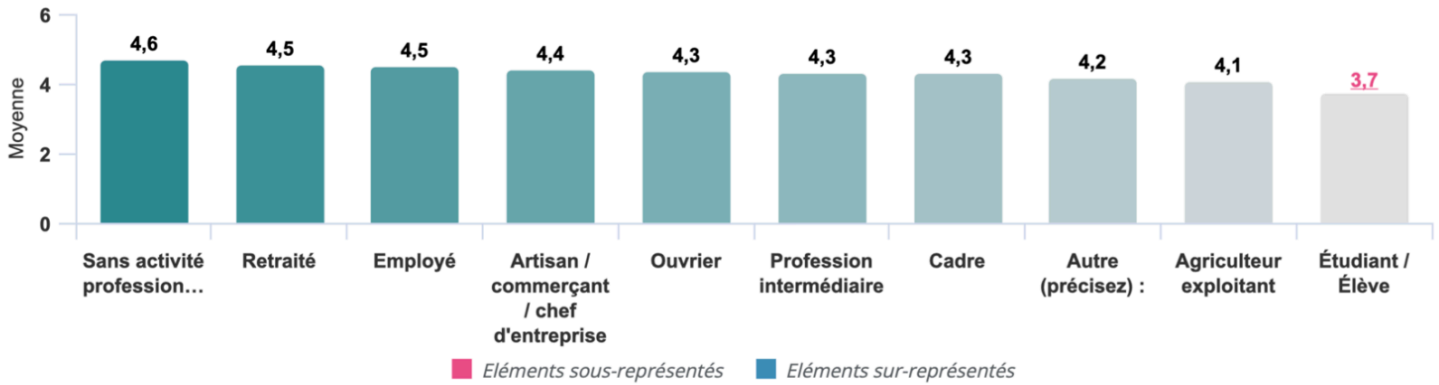
**Figure 28: Évaluation moyenne sur 5 du niveau d'importance accordé à l'accessibilité aux transports comme critère d'habitabilité du territoire, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas)**

Les moyennes montrent que l'exigence envers l'accessibilité aux transports est fortement corrélée au profil générationnel et professionnel des répondants (Figure 28). D'un côté, la sensibilité à ce critère d'habitabilité augmente de manière linéaire avec l'âge, passant d'une moyenne de 3,5/5 chez les moins de 45 ans à 4,2/5 chez les plus de 75 ans, ce qui traduit une préoccupation croissante liée à l'anticipation ou à la perte d'autonomie individuelle. De l'autre, cette attente est fortement polarisée par l'activité : elle culmine à 4/5 chez les retraités et les personnes sans activité professionnelle, pour qui l'offre de transports constitue un service public indispensable afin de rompre l'isolement ou d'assurer des déplacements contraints. À l'opposé, les agriculteurs exploitants se montrent les moins exigeants (3,1/5), une sous-représentation statistique logique puisque leur outil de travail localisé implique l'usage structurel de véhicules et d'engins professionnels propres.

Accès aux soins et qualité des services médicaux (prévention, hôpitaux, médecins, etc.)



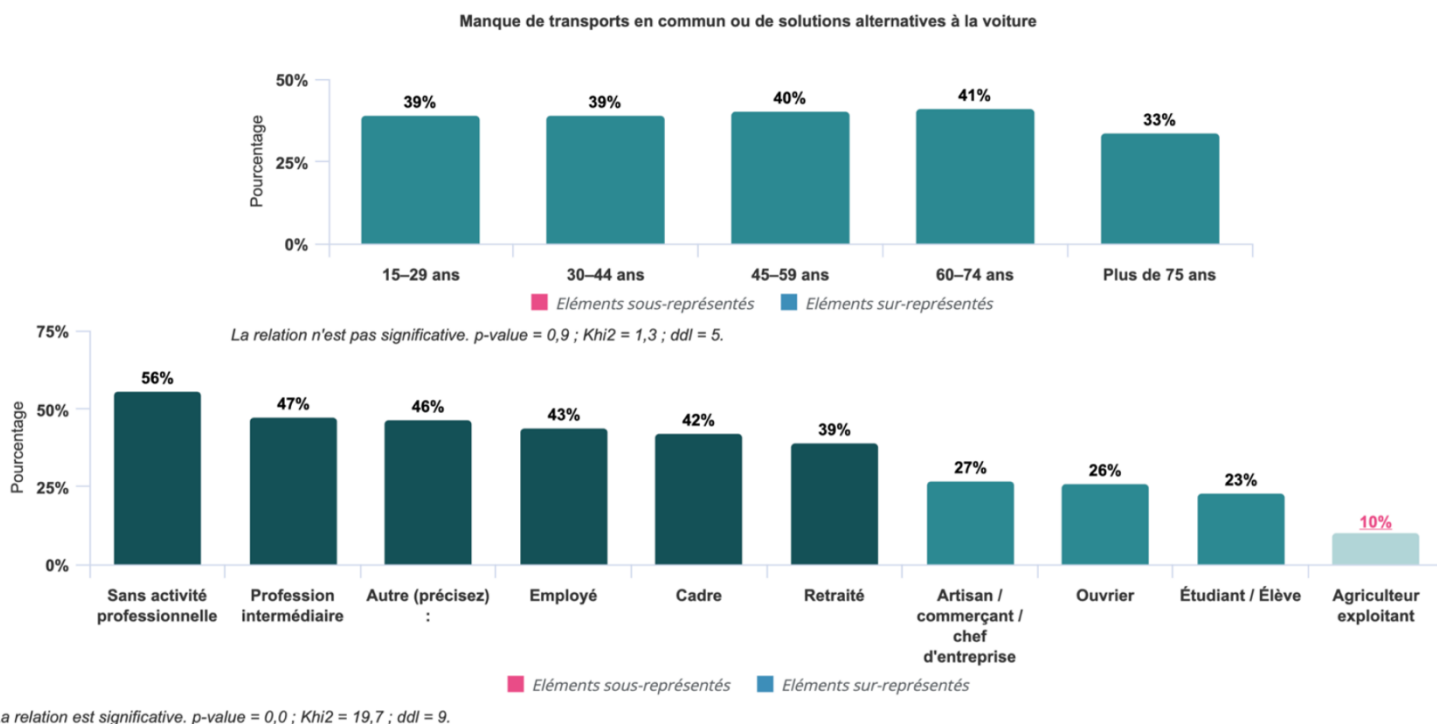
La relation est très significative.  $p\text{-value} < 0,01$  ; Fisher = 4,1.  
Variance inter = 4,5. Variance intra = 1,1.



La relation est peu significative.  $p\text{-value} = 0,1$  ; Fisher = 1,8.  
Variance inter = 1,9. Variance intra = 1,1.

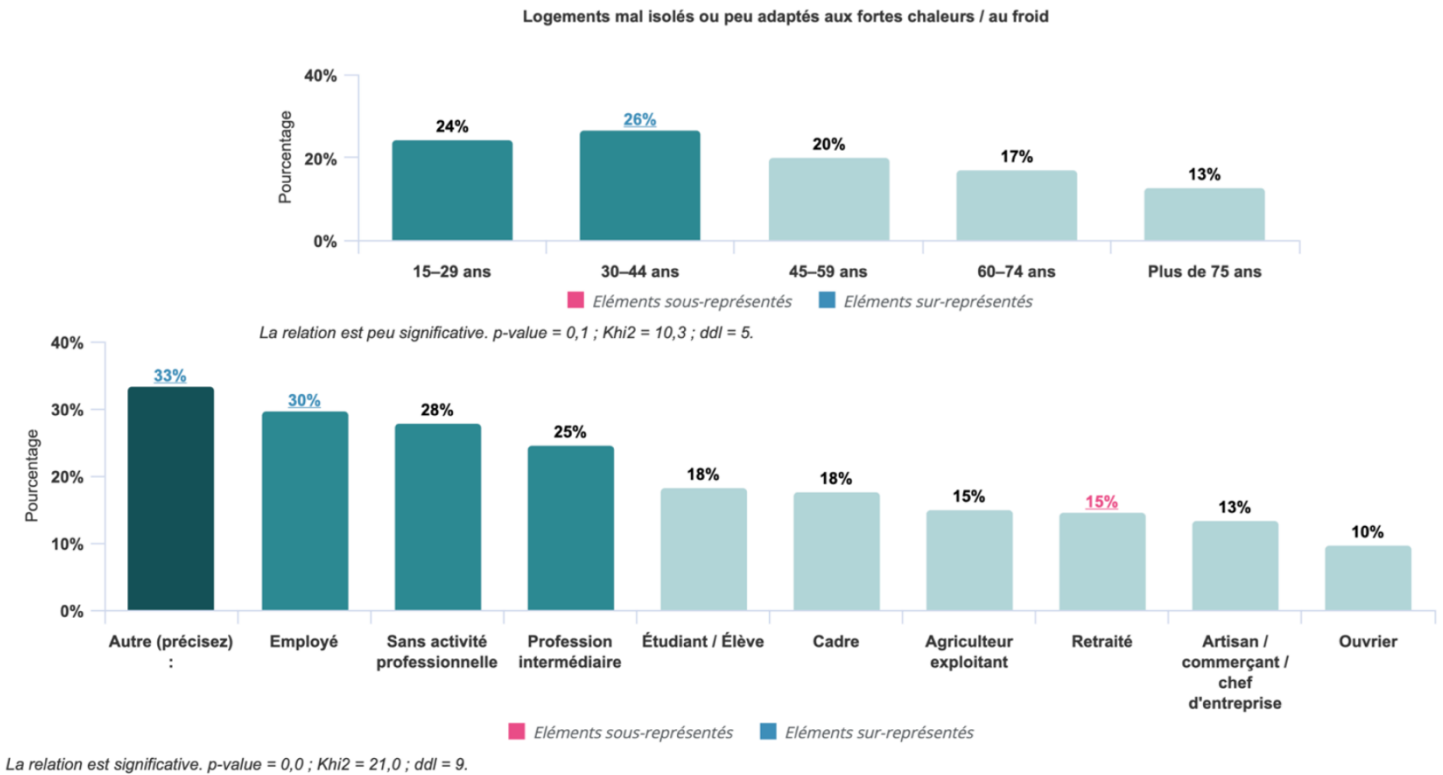
**Figure 29: Évaluation moyenne sur 5 du niveau d'importance accordé à l'accès aux soins et à la qualité des services médicaux comme critère d'habitabilité, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas)**

Les scores moyens mettent en évidence un consensus fort et généralisé sur le territoire (Figure 29), l'accès aux soins étant perçu comme une priorité cruciale par la quasi-totalité des répondants, bien que des nuances générationnelles apparaissent. D'un côté, le croisement avec les tranches d'âge révèle une relation significative : bien que la note minimale reste élevée chez les moins de 30 ans (3,9/5), marquant une sous-représentation statistique), l'importance accordée à la santé progresse de manière linéaire avec le vieillissement pour culminer à un score exceptionnel de 4,8/5 chez les plus de 75 ans, traduisant l'augmentation des besoins médicaux et l'importance vitale de la proximité des soins pour le maintien à domicile des aînés. De l'autre, le croisement avec les catégories socio-professionnelles affiche une relation statistique peu significative, ce qui démontre l'existence d'une attente universelle : quelle que soit l'activité, la santé s'impose comme un critère non négociable de l'habitabilité du territoire pour toutes les strates de la population, à l'exception logique des étudiants et élèves (3,7/5, sous-représentation statistique) encore peu confrontés à ces parcours de soins.



**Figure 30: Analyse des profils de répondants identifiant le manque de transports en commun et d'alternatives à la voiture individuelle comme un frein majeur au changement de comportement, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas)**

Les graphiques ci-dessus montrent que le manque d'alternatives à la voiture individuelle constitue un frein structurel majeur (Figure 30), subi de manière universelle par l'ensemble de la population, sans distinction générationnelle. Néanmoins, l'impact de ce déficit s'avère significatif selon le statut socio-professionnel. Il pénalise les personnes sans activité professionnelle (56 %) ainsi que les salariés (professions intermédiaires et employés), pour qui l'absence de transports collectifs ou de mobilités douces accentue la dépendance et les coûts financiers liés aux déplacements contraints. À l'inverse, ce besoin est jugé très marginal par les agriculteurs exploitants (10 %), dont l'activité exige structurellement l'usage de véhicules professionnels propres, de même pour les ouvriers et commerçants- artisans.



**Figure 31: Analyse des profils de répondants identifiant les logements mal isolés comme un frein majeur au changement de comportement, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas)**

L'analyse des réponses révèle que la précarité énergétique et l'inconfort thermique des habitations constituent un frein comportemental dicté de manière prépondérante par le statut socio-professionnel plutôt que par des facteurs générationnels (Figure 31). D'un côté, le croisement avec les tranches d'âge montre une relation peu significative, indiquant une préoccupation relativement partagée : le pic de sensibilité concerne les jeunes actifs de 30 à 44 ans (26 %, sur-représentation statistique), tandis que l'inquiétude s'atténue progressivement chez les plus de 75 ans (13 %). De l'autre côté, ce frein s'avère significatif lorsqu'il est corrélé aux catégories socio-professionnelles. Il met en lumière une nette fracture économique, l'inadaptation du logement étant fortement dénoncée par les employés (30 %, sur-représentation statistique) et les personnes sans activité professionnelle (28%), deux catégories particulièrement exposées aux barrières financières de la rénovation énergétique. À l'inverse, ce problème est significativement moins soulevé par les retraités (15 %, sous-représentation statistique) et les ouvriers (10 %), confirmant que la perception de la vulnérabilité de l'habitat dépend avant tout des ressources, du statut d'occupation et du type de parc immobilier mobilisé par les actifs du territoire.

Enfin, une analyse croisée a été menée entre ces quatre questions et les variables géographiques (communes, groupements administratifs et entités paysagères) afin de déceler d'éventuelles disparités spatiales. Les tests statistiques n'ont révélé aucune corrélation significative. La perception et les attentes liées aux infrastructures et aux services ne dépendent donc pas de la commune de résidence, témoignant d'un ressenti homogène à l'échelle du territoire.

Pour finir, les commentaires ouverts apporte un éclairage concret sur le quotidien des habitants, structuré autour de trois problématiques majeures : la mobilité, la désertification des services et la précarité énergétique. En matière de déplacements, une attente massive s'exprime en faveur du développement et de la sécurisation des infrastructures cyclables (citée à 7 reprises), couplée à une demande de transparence sur les projets d'aménagements à venir. Parallèlement, le réseau de transports collectifs actuel est jugé insuffisant (4 mentions), et les usagers suggèrent de rationaliser l'offre en remplaçant les grands bus circulant à vide par des véhicules plus petits, mieux adaptés aux flux réels du territoire. Pour rompre la dépendance à la voiture individuelle, l'introduction de solutions innovantes comme un service d'autopartage de véhicules électriques est également avancée. Ces revendications liées à la mobilité sont accentuées par un sentiment d'abandon des zones rurales, où le retrait progressif des services publics des petites communes (évoqué à 3 reprises) est perçu comme une contrainte structurelle majeure qui oblige les résidents à utiliser leur voiture individuelle pour les déplacements de la vie courante. Enfin, la transition écologique se heurte à la réalité du parc immobilier local, largement qualifié de « passoire thermique ». Si la volonté de rénover est présente, le coût financier des travaux est jugé trop lourd par les ménages, qui déplorent un manque crucial de soutien, d'aides financières et d'accompagnement public dans leurs projets de réhabilitation. À la marge, les répondants expriment le souhait de voir se développer des initiatives de proximité axées sur l'économie circulaire, telles que des collectes spécifiques dédiées au désencombrement et au réemploi des vieux objets.

## 5.6 Conclusion analyse factorielle et de corrélation

L'analyse croisée démontre que la vision de la transition en Moselle Sud est fortement structurée par des logiques démographiques, professionnelles et paysagères, plutôt que communales. Si la transition agricole fait l'objet d'un consensus universel et transgénérationnel, les autres thématiques révèlent des sensibilités ciblées : la préoccupation face au risque d'inondation et de feux de forêt s'aligne fidèlement sur l'exposition géographique des répondants (Massif forestier, Saulnois, plaine agricole), tandis que la sensibilité à la biodiversité s'affaiblit chez les moins de 30 ans et les étudiants. Enfin, l'exigence envers les infrastructures de transport et la vulnérabilité thermique de l'habitat (passoires énergétiques) mettent en évidence une nette fracture socio-économique et générationnelle, l'attente de mobilité augmentant linéairement avec l'âge et culminant, tout comme le frein lié au logement, chez les employés et les personnes sans activité.

## 6 Résumé

La consultation citoyenne menée sur le territoire de la réserve de biosphère de Moselle sud témoigne d'une mobilisation significative et ancrée localement, recueillant 675 réponses exploitables, avec une participation majoritairement portée par les plus de 45 ans. Les résultats mettent en évidence un consensus fort autour des conditions de vie : l'accès à l'eau potable, la qualité de l'air et la proximité des soins de santé s'imposent comme les piliers de l'habitabilité du territoire. Face à une prise de conscience majeure de l'urgence climatique, particulièrement centrée sur l'effondrement de la biodiversité et la raréfaction de l'eau, les habitants expriment une attente massive de mesures

concrètes axées sur la préservation des ressources naturelles et la transition agricole, plutôt que sur des politiques théoriques. Si le coût financier des solutions et le déficit de transports en commun freinent le passage à l'acte, le tri des déchets et les circuits courts font office de puissants leviers de changement. Enfin, au-delà des contributions ouvertes appelant à une impulsion politique juste et à un accompagnement financier (rénovation des logements, mobilités douces), l'étude révèle que ces sensibilités environnementales et ces besoins en infrastructures sont avant tout dictés par l'âge, la profession et l'exposition géographique des répondants dans certains des cas.

## 7 Table des figures

Figure 1: Localisation de la Réserve de Biosphère Moselle Sud.....	4
Figure 2: Grille d'analyse du questionnaire (Edith Lang, 2025).....	5
Figure 3: Identité et structure par âge de la population participante. (Gauche : Répartition par genre   Droite : Répartition par tranches d'âge). .....	6
Figure 4: Répartition géographique des répondants selon leur commune de résidence (à gauche) et de travail (à droite).....	6
Figure 5: Profil socioprofessionnel des participants à la consultation (histogramme) et commentaire pour la réponse « autres professions » (Tableau) .....	7
Figure 6: Taux de connaissance initial de la Réserve de biosphère sur le territoire (à gauche) et statut des répondants vis-à-vis de la zone d'étude (à droite).....	8
Figure 7: Priorités et attentes des répondants concernant l'habitabilité de leur territoire.....	9
Figure 8: Raisons majeures de vivre ou de travailler sur le territoire selon les répondants .....	9
Figure 9: Évaluation des risques climatiques les plus préoccupants sur la réserve de biosphère selon les répondants.....	10
Figure 10: Avis des répondants concernant l'évolution des risques climatiques dans les 10-20 prochaines années.....	10
Figure 11: Actions prioritaires à mettre en place sur le territoire de la réserve de Biosphère selon les répondants.....	11
Figure 12: Positionnement des répondants face au changement climatique : perception de l'urgence (en haut) et sentiment de capacité d'action individuelle (en bas).....	12
Figure 13: Principaux freins perçus par les répondants pour adopter un mode de vie écoresponsable au quotidien.....	13
Figure 14: Principaux facteurs d'encouragement perçus par les répondants pour adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement .....	14
Figure 15: Pistes d'action locales à renforcer ou développer pour anticiper les effets du changement climatique selon les répondants.....	15
Figure 16: Volonté des répondants d'être informé sur les risques climatiques (à gauche) et canaux de communication privilégiés (à droite) .....	15
Figure 17: Répartition des thématiques abordées spontanément par les répondants dans les commentaires libres .....	16
Figure 18: Analyse croisée de la volonté de favoriser une agriculture durable selon la tranche d'âge des répondants et leur profession .....	18
Figure 19: Analyse croisée de la perception de l'offre locale en circuits courts selon l'intercommunalité de résidence : part des répondants identifiant des difficultés d'accès aux produits locaux (à gauche) et part identifiant l'accès aux producteurs comme un encouragement (à droite).....	18
Figure 20: Analyse croisée de la priorisation de l'action « Protéger et restaurer les milieux naturels » selon le niveau de sensibilité à l'urgence du changement climatique .....	20
Figure 21: Croisement entre l'implantation géographique des répondants (Groupement administratif et paysager) et leur perception du risque d'inondation .....	20
Figure 22: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face au risque d'inondation en Moselle Sud .....	21
Figure 23: Graphique croisé des actions prioritaires "Mieux gérer l'eau" et "Favoriser une agriculture durable et économe en ressources naturelles ». .....	21
Figure 24: Croisement entre l'implantation géographique des répondants (Groupement administratif et paysager) et leur perception du risque de feux de forêt.....	22
Figure 25: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face au risque de feux de forêt en Moselle Sud .....	23
Figure 26: Importance accordée à la préservation de la biodiversité selon le profil des répondants par tranche d'âge (en haut) et par catégorie socio-professionnelle (en bas) .....	24
Figure 27: Répartition géographique par commune de la préoccupation moyenne face à la perte de biodiversité en Moselle Sud.....	25
Figure 28: Évaluation moyenne sur 5 du niveau d'importance accordé à l'accessibilité aux transports comme critère d'habitabilité du territoire, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas) .....	27

Figure 29:Évaluation moyenne sur 5 du niveau d'importance accordé à l'accès aux soins et à la qualité des services médicaux comme critère d'habitabilité, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas)...28

Figure 30:Analyse des profils de répondants identifiant le manque de transports en commun et d'alternatives à la voiture individuelle comme un frein majeur au changement de comportement, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas).....29

Figure 31:Analyse des profils de répondants identifiant les logements mal isolés comme un frein majeur au changement de comportement, selon la tranche d'âge (haut) et la profession (en bas) .....30

## 8 Annexes

### Annexe 1: Questionnaire de la consultation citoyenne

UN PROJET PORTÉ PAR

Réserve de **BIOSPHERE** de Moselle Sud 

**unesco**  Réserve de biosphère de Moselle Sud

Life Biospher' Adapt  Co-financé par the European Union 

# CONSULTATION CITOYENNE

Août-Décembre 2025

Le questionnaire

## S'adapter à l'impact du changement climatique

**QUESTIONNAIRE PAPIER À REMPLIR  
PUIS À INSÉRER DANS LE NICHOR !**

Donnez votre avis sur les changements climatiques et les conséquences sur le territoire de Réserve de biosphère de Moselle Sud.



## **Consultation citoyenne sur l'adaptation au changement climatique en Moselle Sud**

Cette consultation citoyenne portée par le PETR du Pays de Sarrebourg, vise à mieux comprendre vos attentes et priorités face aux enjeux du changement climatique. Elle s'adresse aux habitants et à toute personne travaillant dans la Réserve de biosphère de Moselle Sud. Ce territoire couvre 138 communes, incluant l'ensemble des communes des communautés de communes de Sarrebourg Moselle Sud et du Pays de Phalsbourg, ainsi qu'une partie de celles de la communauté de communes du Saulnois et du Parc naturel régional de Lorraine.

Les réponses recueillies permettront d'élaborer un **plan d'adaptation au changement climatique local**. Ce questionnaire ne se limite pas à un simple recueil d'avis : il vise à intégrer vos priorités dans les décisions concrètes à venir. Il s'agit d'un processus participatif qui doit répondre aux réalités vécues.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme européen LIFE Biospher'Adapt et du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) porté par l'UNESCO. Il est coordonné par Tanguy Niederlander, chargé de projet au PETR, en collaboration avec la chercheuse Silvia De Angeli (Université de Lorraine), dont les travaux portent sur l'habitabilité des territoires. Son projet de recherche, Habi(Li)ter, est mené dans le cadre du programme IMPACT de Lorraine Université d'Excellence, intitulé « EPHemeris – Earth and Planet Habitability », avec le soutien des laboratoires LIEC et LOTERR.

Merci de participer à cette enquête !



### *Confidentialité et protection des données*

Les réponses à cette enquête seront utilisées uniquement dans le cadre des projets IMPACT (Université de Lorraine) et Life Biospher'Adapt (Réserve de biosphère de Moselle Sud).

Les données collectées seront traitées de manière confidentielle et stockées de façon sécurisée, conformément aux réglementations en vigueur sur la protection des données personnelles (RGPD). Aucune information permettant de vous identifier directement ne sera partagée avec des tiers.

Vous avez le droit d'accéder à vos données, de les rectifier ou de demander leur suppression à tout moment en contactant : [t.niederlander@pays-sarrebourg.fr](mailto:t.niederlander@pays-sarrebourg.fr) et [silvia.de-angeli@univ-lorraine.fr](mailto:silvia.de-angeli@univ-lorraine.fr)

### ★ Section 1 : Vous et votre territoire

Découvrez la Réserve de biosphère de Moselle Sud sur leur site internet (<https://biosphere-moselle-sud.fr>) ou via le dépliant disponible en mairie.

#### 1. Avant cette présentation, connaissiez-vous l'existence de la Réserve de biosphère sur votre territoire ?

Oui  Non

#### 2. Quel est votre lien avec ce territoire ? Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous

J'y habite et y travaille  J'y habite et y étudie  J'y habite  J'y travaille  J'y étudie  
 Autre (précisez) : \_\_\_\_\_



**9. Selon vous, quelles sont les raisons les plus importantes pour rester vivre ou travailler ici ?**  
*Veillez cocher de 1 à 4 réponses.*

- Qualité de vie (environnement sain, espaces verts, qualité de l'air, fraîcheur l'été, etc.)
- Accès à des services de santé de qualité
- Opportunités d'emploi et stabilité économique
- Proximité avec la famille ou les amis
- Bonnes infrastructures et transport (accès à la mobilité, transports publics, etc.)
- Sécurité personnelle et faible taux de criminalité
- Activités culturelles et récréatives (loisirs, événements locaux, patrimoine, etc.)
- Engagement dans la communauté locale (participation citoyenne, associations)

★ **Section 3 : Votre perception des risques climatiques**

**10. Quels risques climatiques vous semblent les plus préoccupants localement (Réserve de biosphère de Moselle Sud) ? 1 = Pas important du tout, 5 = Très important**

Risques	1	2	3	4	5
Inondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sécheresses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Feux de forêt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vagues de chaleur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Érosion / dégradation des terres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pollution de l'air	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pollution de l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Perte de biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**11. À votre avis, les risques climatiques dans les 10–20 prochaines années vont ...**  
*Veillez sélectionner une réponse ci-dessous.*

- ... s'aggraver fortement
- ... s'aggraver légèrement
- ... rester similaires
- ... diminuer
- Je ne sais pas

★ **Section 4 : Quelles actions prioritaires ?**

Un plan d'adaptation local au changement climatique est en préparation pour mieux s'adapter aux effets du changement climatique. Ce plan permettra de lancer des projets concrets sur notre territoire : mieux gérer l'eau, protéger la nature, aider les personnes en cas de fortes chaleurs, repenser nos déplacements...

12. D'après vous, quelles sont les actions prioritaires à mettre en place ? Veuillez sélectionner de 2 à 6 réponses.

**Aménagement du territoire & infrastructures**

- Renforcer ou créer des infrastructures soutenables (routes, énergie, habitat...)
- Créer plus d'espaces verts pour rafraîchir les villes et améliorer la qualité de l'air
- Adapter les bâtiments et les logements aux risques climatiques (chaleur, inondations...)

**Eau & nature**

- Mieux gérer l'eau (économiser, stocker, éviter les crues)
- Protéger et restaurer les milieux naturels (forêts, zones humides, etc.)
- Favoriser une agriculture durable et économe en ressources naturelles

**Information & mobilisation**

- Mieux informer les habitants sur les risques climatiques et les bons gestes à avoir
- Former les acteurs locaux (élus, techniciens, entreprises, etc.)
- Sensibiliser les enfants et les jeunes au changement climatique
- Impliquer les citoyens dans les décisions (consultations, ateliers, budgets...)

**Solidarité & économie locale**

- Aider les personnes les plus vulnérables face aux effets du climat (précarité, isolement...)
- Soutenir l'économie locale et les emplois liés à la transition écologique
- Aider les artisans et les entreprises à s'adapter au changement climatique

★ **Section 5 : Votre rapport au changement climatique**

13. Quand on vous parle de changement climatique, vous pensez que c'est...  
Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous.

- ...un problème urgent.
- ...un problème mais je ne suis pas sûr.e de son urgence.
- Je ne crois pas que ce soit un problème majeur.
- Je ne suis pas sûr.e de ce que je pense du changement climatique.
- Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

14. Pensez-vous pouvoir agir ? Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous.

- Oui, tout à fait – Je suis convaincu.e que mes actions individuelles peuvent avoir un impact.
- Oui, dans une certaine mesure – Je pense que je peux aider, même si l'impact reste limité.
- Non, pas vraiment – Je doute que mes efforts personnels fassent une réelle différence.
- Non, pas du tout – Je ne pense pas que mes actions aient un quelconque effet.

15. Dans votre vie quotidienne, quels éléments vous freinent à adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement ?

- Manque de transports en commun ou de solutions alternatives à la voiture
- Difficulté d'accès aux produits locaux ou durables
- Peu d'informations ou de soutien pour agir à l'échelle locale
- Logements mal isolés ou peu adaptés aux fortes chaleurs / au froid
- Coût trop élevé des solutions écologiques (vélos, rénovation, alimentation, etc.)
- Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

**16. Dans votre vie quotidienne, quels éléments de votre environnement vous encouragent à adopter des comportements favorables au climat ?**

- Présence de transports en commun ou d'infrastructures de mobilité douce (pistes cyclables, navettes, etc.)
- Accès à des producteurs locaux ou à des circuits courts
- Services de tri des déchets organisés et accessibles
- Aides ou incitations pour rénover son logement (isolation, énergie renouvelable...)
- Sensibilisation locale (animations, ateliers, communication)
- Vie associative ou citoyenne engagée pour l'environnement
- Accès à des espaces naturels ou zones protégées valorisées
- L'influence positive de mon entourage (famille, amis, collègues...)
- Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

★ **Section 6 : Vos idées et vos attentes**

Au-delà des infrastructures ou des politiques publiques, l'adaptation au changement climatique passe aussi par des projets portés ensemble. Des réseaux de voisinage, des lieux pour se retrouver ou s'entraider, des espaces où se transmettre des savoirs ou pratiquer des activités peuvent aussi renforcer la soutenabilité de notre territoire !

**17. Selon vous, que pourrait-on renforcer ou développer localement pour mieux anticiper les effets du changement climatique ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique.**

- La santé et le bien-être au quotidien (ex. : prévention en période de canicule, accès à des lieux frais ou à des soins de proximité)
- L'entraide entre habitants (ex. : entraide lors de canicules, réseaux de voisins, solidarité entre quartiers)
- Le lien entre générations (ex. : échanges de savoir-faire, ateliers partagés)
- Des activités culturelles et sportives vecteurs de pratiques respectueuses de l'environnement (ex. : événements adaptés aux saisons)
- Une vie locale plus conviviale (ex. : marchés, cafés associatifs, lieux de rencontre dans les villages)

**18. Souhaitez-vous être mieux informé.e sur les risques liés au changement climatique dans votre territoire ?**

- Oui  Non

**19. Quels moyens de communication souhaiteriez-vous pour être informé.e des projets de développement durable ?**

- Réunions publiques
- Ateliers ludiques et pédagogiques
- Communication écrite (presse locale, flyer...)
- Journée d'information animée
- Communication numérique (site internet, réseaux sociaux...)
- Stand événementiel
- Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

**20. Avez-vous des questions, des préoccupations ou des suggestions concernant les politiques climatiques et énergétiques, les effets du changement climatique ou encore l'habitabilité de votre bassin de vie ?**

---

---

---

---

Nous publierons des résultats de l'enquête et les actualités sur le site internet de la Réserve de biosphère de Moselle Sud : <https://biosphere-moselle-sud.fr/>

Vous pouvez nous contacter aux adresses suivantes :

[rbms@pays-sarrebouurg.fr](mailto:rbms@pays-sarrebouurg.fr) – [t.niederlander@pays-sarrebouurg.fr](mailto:t.niederlander@pays-sarrebouurg.fr) – [silvia.de-angeli@univ-lorraine.fr](mailto:silvia.de-angeli@univ-lorraine.fr)

**Annexe 2: Communes de résidences des répondants**

	N ↓		N ↓		N ↓
SARREBOURG	55	FRIBOURG	5	POSTROFF	2
Hors réserve de biosphère	33	HENRIDORFF	5	SAINT-GEORGES	2
HILBESHEIM	26	LANDANGE	5	SAINT-JEAN-DE-BASSEL	2
DABO	24	BELLES-FORETS	4	XOUAXANGE	2
NIDERVILLER	24	BROUVILLER	4	ALBESTROFF	1
PHALSBOURG	23	DIEUZE	4	BERLING	1
DANNE-QUATRE-VENTS	18	FLEISHEIM	4	BOURDONNAY	1
BARCHAIN	17	HATTIGNY	4	BUHL	1
NIEDERSTINZEL	16	HERTZING	4	DESSELING	1
BERTHELMING	14	HULTEHOUSE	4	DOLVING	1
IMLING	13	LANGATTE	4	DONNELAY	1
HESSE	11	MITTERSHEIM	4	HANGVILLER	1
HOMMARTING	11	NIDERHOFF	4	HARAUCOURT-SUR-SEILLE	1
HOMMERT	11	RHODES	4	MOUSSEY	1
PLAINE-DE-WALSCH	11	SCHALBACH	4	OBERSTINZEL	1
SAINT-LOUIS	11	VILSBERG	4	RECHICOURT-LE-CHÂTEAU	1
DANNELBOURG	10	WALSCHIED	4	RICHEVAL	1
HASELBOURG	10	ZILLING	4	SARRALTROFF	1
REDING	10	BEBING	3	VESCHEIM	1
VOYER	10	BOURSCHEID	3	Non-réponse	18
HARTZVILLER	9	FOULCREY	3	<b>TOTAL</b>	<b>675</b>
NITTING	9	GOSSELMING	3		
ROMELFING	9	HELLERING	3		
SCHNECKENBUSCH	9	HERANGE	3		
ABRESCHVILLER	8	LAFRIMBOLLE	3		
AVRICOURT	8	LANGUIMBERG	3		
BROUDERDORFF	8	LIXHEIM	3		
LUTZELBOURG	8	VECKERSVILLER	3		
SAINT-QUIRIN	8	VIEUX-LIXHEIM	3		
TROISFONTAINES	8	ASPACH	2		
HARREBERG	7	ASSENONCOURT	2		
LORQUIN	7	AZOULDANGE	2		
METAIRIES-ST-QUIRIN	7	BETTBRON	2		
ARZVILLER	6	GARREBOURG	2		
HAUT-CLOCHER	6	GONDREXANGE	2		
IBIGNY	6	GUERMANGE	2		
KERPRICH-AUX-BOIS	6	HEMING	2		
VASPERVILLER	6	HERMELANGE	2		
WALTEMBOURG	6	MARSAL	2		
DIANE-CAPELLE	5	NEUFMOULINS	2		
	-	POSTROFF	2		

**Annexe 3: Effectifs des travailleurs dans chaque commune**

	N		N
SARREBOURG	145	SAINT-LOUIS	2
Aucune d'entre elles	289	VIC-SUR-SEILLE	1
PHALSBourg	30	NITTING	3
METAIRIES-ST-QUIRIN	4	SAINT-QUIRIN	4
HEMING	5	HASELBOURG	1
HARTZVILLER	6	LANGUIMBERG	1
BERTHELMING	5	BROUVILLER	2
ARZVILLER	4	HAUT-CLOCHER	2
HILBESHEIM	5	MARSAL	2
REDING	10	WALSCHIED	1
NIDERHOFF	2	VOYER	3
ASSENONCOURT	2	KERPRICH-AUX-BOIS	2
METTING	1	AVRICOURT	6
DIANE-CAPELLE	2	XOUAXANGE	1
BEBING	1	HOMMARTING	1
NIDERVILLER	7	SAINT-JEAN-DE-KOURTZER	1
ABRESCHVILLER	3	SAINT-JEAN-DE-BASSEL	2
TROISFONTAINES	16	DOLVING	1
AZOULDANGE	1	HULTEHOUSE	1
HERANGE	5	BELLES-FORETS	1
LANEUVEVILLE-LES-LORQUIN	1	ZILLING	1
MAIZIERES-LES-VIC	1	BARCHAIN	4
GELUCOURT	1	SAINT-GEORGES	1
NIEDERSTINZEL	5	BOURSCHEID	1
DANNE-QUATRE-VENTS	3	ASPACH	1
DABO	9	POSTROFF	1
HESSE	4	IBIGNY	1
LORQUIN	11	RHODES	2
DIEUZE	3	GARREBOURG	1
IMLING	3	FOULCREY	2
HARREBERG	1	BUHL	1
LANGATTE	2	HERTZING	1
MITTERSHEIM	2	Non-réponse	18
LUTZELBOURG	1	<b>TOTAL</b>	<b>675</b>
HATTIGNY	4		
LANDANGE	2		
FENETRANGE	2		
WINTERSBOURG	1		
VECKERSVILLER	2		
FRIBOURG	1		



## Réserve de Biosphère Moselle Sud

3 terrasse de Normandie  
ZAC des Terrasses de la Sarre  
57400 SARREBOURG

rbms@pays-sarrebourg.fr  
<https://biosphere-moselle-sud.fr>

# Life Biospher' Adapt

